



Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication  
Michel CAMAU

Rédacteur en chef  
Isabelle BERRY

Rédaction  
Raffaele CATTEDRA  
Mohamed ELLOUMI  
Benoît EUGENE  
Olivier FENEYROL  
Alain JAUVION  
Mohamed KERROU  
Mostafa KHAROUFI  
Susan OSSMAN  
Anne-Marie PLANEL  
Mehdi REMILI  
Raymond ROMANO  
François SIINO

Mise en page  
Besma OURAÏED

Diffusion  
Hayet NACCACHE

Correspondances est publié par  
l'Institut de Recherche  
sur le Maghreb Contemporain

IRMC - TUNIS  
20, rue Mohamed Ali Tahar  
Mutuelleville - 1002 TUNIS  
Téléphone : (1) 79 67 22  
Fax : (1) 79 73 76  
Télex : 18080

IRMC RABAT  
Ambassade de France  
Service Culturel, Scientifique et de Coopération  
1, rue d'Annaba - RABAT  
Téléphone : (7) 76 96 40  
(7) 76 96 41  
Fax : (7) 76 14 75

Cette publication ne peut être vendue  
Abonnement gratuit sur demande  
3500 ex. Groupe Cérés

**L'Institut de Recherche sur le Maghreb  
Contemporain informe le public qu'à  
l'occasion de la période estivale ses locaux  
seront momentanément fermés :**

- à Tunis, du 24 juillet au 20 août
- à Rabat, du 14 août au 27 août

*Correspondances* fera l'objet de deux livraisons  
durant la période juillet - octobre 1995 :  
n° 32-33 (juillet - août)  
n° 34-35 (septembre - octobre)

*Correspondances* est édité par l'IRMC, à raison  
de 10 numéros par an.

Espace d'expression et de discussion de problématiques, POSITIONS DE RECHERCHE a fait jusqu'ici à des travaux de doctorat encore inédits, à des éléments de réflexion sur des publications récentes et à des états de questions.

Dans le même esprit d'information et de communication, la rubrique s'emploiera désormais également à assurer un large écho à des contributions directement issues des activités de l'IRMC.

Cet élargissement trouve ici sa première traduction avec le texte d'une intervention de **Jean-Yves Grenier**, lors des journées scientifiques sur **Les Pratiques des Sciences Sociales**, organisées conjointement par l'IRMC et l'Académie tunisienne Beït al-Hikma, les 10 et 11 mars 1995.

Les interventions d'**Alain DESROSIÈRES** et d'**Alain CAILLÉ**, à l'occasion de ces mêmes de journées, seront publiées dans de prochaines livraisons de **Correspondances**.

## Histoire et sociologie. Le dialogue (presque) impossible

Jean-Yves GRENIER,  
chercheur au CNRS,  
(Centre de Recherches  
Historiques-  
Ecole des Hautes Etudes en  
Sciences Sociales)  
dirige la rédaction de la  
revue *Annales, Histoire,  
Sciences Sociales*.  
Il est notamment l'auteur  
de *L'économie d'Ancien Régime*,  
Albin Michel, coll.  
*L'évolution de l'humanité*,  
(à paraître)

Confronter l'histoire et la sociologie est une préoccupation ancienne ; elle remonte à l'époque où la sociologie s'autonomise comme science à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. De fait, les deux disciplines sont très proches : ce sont les moins « techniques » des sciences sociales (à la différence de l'économie ou de la linguistique), la description y joue un rôle important et les théorisations y sont les plus discutées ou discutables. Il y a longtemps déjà que l'expression « science historique » sonne comme un accouplement bizarre et les revendications de certains sociologues qui s'imaginent volontiers en scientifiques ne sont guère prises au sérieux. Pourtant, des différences radicales séparent ces deux disciplines qui font que le plus souvent le lecteur sait très bien s'il lit de la sociologie ou de l'histoire.

Cette fausse proximité ou cette distance apparente engendre des relations compliquées. « C'est presque toujours un faux dialogue que celui du sociologue et de l'historien », écrivait naguère Fernand BRAUDEL<sup>1</sup>. Dès lors, deux attitudes opposées sont possibles. La distinction peut être revendiquée : l'essentiel de l'article « Histoire et sociologie » du *Dictionnaire de la sociologie* de Raymond BOUDON est consacré à énoncer ce qui différencie radicalement la sociologie de l'histoire. A l'inverse, des auteurs comme F. BRAUDEL, Paul VEYNE ou Jean-Claude PASSERON revendiquent leur identité profonde. Ces divergences traduisent en fait un dialogue impossible dont témoignent des échanges conceptuels plutôt limités et une faible imprégnation mutuelle de ces deux cultures disciplinaires différentes.

### La scène primitive

Tout se joue au tournant du siècle au cours d'un intense débat sur la méthode historique. C'est le moment d'une affirmation dogmatique du positivisme en histoire avec l'*Introduction aux études historiques* de Charles-Victor LANGLOIS et Charles SEIGNOBOS en 1898. Leur position se résume en trois affirmations essentielles : le vrai résulte de l'analyse du document, le fait historique vrai n'est pas construit par l'observateur mais dévoilé, et le réel historique est unique. Ces affirmations définissent assez bien la position épistémologique dominante chez les historiens de l'époque. La seule opposition « historienne » est celle de Henri BERR (encore est-il un philosophe de formation) qui fonde en 1900 la *Revue de synthèse historique*, destinée à être un lieu de réflexion entre disciplines et d'élaboration de l'histoire nouvelle<sup>2</sup>.

La réaction la plus forte contre le positivisme historique est celle d'Emile DURKHEIM, fondateur d'un autre positivisme, sociologique celui-là. E. DURKHEIM a souvent été perçu comme un pur sociologue, peu attiré par l'histoire. C'est largement faux car il n'a jamais cessé d'être intéressé par l'histoire sociale, comme en témoigne en particulier nombre de textes qu'il publie dans l'*Année sociologique*,

qu'il fonde en 1898, l'année même de la publication du «Langlois-Seignobos». «L'histoire ne peut être une science que dans la mesure où elle compare et l'on ne peut expliquer qu'en comparant»<sup>3</sup>, explique-t-il, développant un raisonnement assez pervers pour l'historien. Selon lui, en effet, l'histoire telle qu'elle existe n'est pas une science, elle est donc sans intérêt ; l'histoire telle qu'elle devrait être, par contre, n'est rien d'autre qu'une branche de la sociologie («l'histoire scientifique ou sociologie»). Cet impérialisme - pour partie motivé par des rivalités institutionnelles, la sociologie des philosophes cherchant à légitimer sa démarche et à conquérir des positions universitaires - propose un modèle disciplinaire étranger à la pratique historique. Pour E.DURKHEIM, il ne s'agit d'ailleurs pas d'un partage des tâches : le sociologue doit se faire historien pour avoir une connaissance directe des faits sur lesquels il s'appuie. Dès lors, en s'annexant trois disciplines auxiliaires (l'ethnographie, l'histoire, la statistique morale), la sociologie devient la discipline reine en ce qu'elle peut traiter des sociétés primitives, des sociétés historiques et des sociétés contemporaines.

La réponse des historiens ne se fait pas attendre ; dès 1901, Ch.SEIGNOBOS définit dans *La méthode historique appliquée aux sciences sociales* un autre modèle disciplinaire. Deux arguments y sont développés. La sociologie, comme toutes les sciences sociales, traite de données indirectes. Or, seule la méthode historique sait établir la validité de ce type de documentation. Aussi seule l'histoire peut être une discipline fédératrice. Par ailleurs, elle peut étudier un ensemble social dans sa totalité alors que la sociologie doit s'en remettre à l'arbitraire pour isoler une série de faits à des fins comparatives. Ch.SEIGNOBOS en conclut au rôle central de l'histoire dans les sciences sociales. La faiblesse de ses propositions est qu'elles n'élaborent pas une épistémologie fondatrice à la différence du projet durkheimien, très cohérent sur ce point.

La différence la plus significative est cependant à voir dans l'ambiguïté forte de la notion d'unicité des faits historiques qui conduit à des appréciations différentes. Une interprétation étroite du positivisme historique, reprise par E.DURKHEIM et la tradition sociologique, conclut à la singularité absolue de chacun des faits traités par l'historien<sup>4</sup>. Au contraire, l'interprétation large de Ch.SEIGNOBOS insiste sur l'idée de fait global ou d'ensemble historique qui suppose certes l'unicité au détriment du comparable mais qui définit surtout le niveau pertinent pour appréhender le monde social qui se confond alors avec le monde historique («époque», «civilisation», etc.). Ces deux approches différencient radicalement l'histoire de la sociologie mais cette opposition ne peut être explicitée car l'historien répugne trop, jadis comme aujourd'hui, à toute formalisation trop théorique de ses démarches, à la différence de la sociologie argumentative volontiers philosophique ou de la tradition allemande des sciences de l'esprit autour de DILTHEY.

Un dernier élément polémique d'envergure est développé par François SIMIAND en 1903. Dans son célèbre article «Méthode historique et science sociale»<sup>5</sup>, il opère une critique radicale de l'histoire positiviste. Tout fait scientifique est une abstraction, aussi toute discipline qui refuse le recours à l'abstraction ne peut prétendre au statut de science sociale. Par ailleurs, l'histoire positiviste ne fait que mettre en évidence des faits singuliers. Or, un fait n'est scientifique que s'il peut s'insérer dans une expérience qui permet la répétabilité, donc le repérage de régularités, préalable au dégagement de lois. L'unicité du fait historique ne permet pas une telle comparabilité. F.SIMIAND déplace alors sa critique vers la causalité historique qui ne peut être que subjective puisque l'observateur ne dispose d'aucune règle pour associer des faits pensés comme des entités uniques. Seules la régularité et la concomitance permettent de mettre en relation causale certaine des faits du même ordre.

Cet affrontement presque caricatural de deux positivismes implique beaucoup de renoncements : pour Ch.SEIGNOBOS celui de l'*explication*, pour F.SIMIAND celui de la prise en compte de ce qui fait la spécificité de toute démarche historique, comme l'idée de temporalités différenciées. Certains des enjeux les plus essentiels pour chaque discipline sont posés, et pour longtemps.

Ce débat exerce une forte influence sur la discipline historique. La création des *Annales* s'inspire de ces critiques des sociologues que Lucien FEBVRE et Marc BLOCH reprennent en partie à leur compte contre l'historiographie positiviste de la Sorbonne, encore largement dominante dans les années 1920<sup>6</sup>. Par contre,

l'influence des propositions «positives» de la sociologie est moins évidente. On la retrouve d'abord dans la dimension synthétique du projet porté par les *Annales* qui se veut résolument pluridisciplinaire. Mais il existe une différence radicale qui fait que M.BLOCH et L.FEBVRE ne s'intéressent que modérément à l'oeuvre de E.DURKHEIM : ils refusent toute posture théorique au profit d'une démarche résolument empirique. La fédération disciplinaire ne résulte pas d'un projet fort et contraignant mais seulement de la juxtaposition d'approches différenciées. Les discussions strictement épistémologiques du début du siècle sont loin. L'ambition des *Annales* est en fait moins inspirée par la sociologie que par la géographie de VIDAL DE LA BLACHE. Elle autorise le retour au réel et une perspective de système construit à partir de composantes essentiellement concrètes. Cet héritage explique la prédominance du cadre régional et monographique (initié par L.FEBVRE avec la Franche-Comté) ou la vision fortement géographique et spatiale de l'analyse braudélienne.

La méthode sociologique exerce cependant une influence, mais marginale et très différenciée. M.BLOCH est sans doute le représentant des *Annales* le plus influencé par le projet durkheimien d'histoire sociale. La *Société féodale* (1939) montre ainsi une plus forte attention aux groupes qu'aux individus et l'articulation des catégories sociales est au coeur de son analyse historique. Son souci de comparatisme est très fort - en témoignent un ouvrage comme *Seigneurie française et manoir anglais* (1960) et son projet de candidature au Collège de France centré sur le comparatisme. Il en fait l'une des conditions de la compréhension et il critique l'historiographie germanique trop exclusivement nationale. La position de L.FEBVRE est très différente. S'il reconnaît l'importance de l'*Année sociologique* dans sa dimension critique, il reprend dans son oeuvre l'idée d'histoire globale comme restitution d'une unité historique dans laquelle chacun des faits ne se comprend qu'articulés aux autres. Or cette articulation ne relève pas de l'explication (selon le modèle de F.SIMIAND) mais de la compréhension. Cette dernière ouvre sur un univers herméneutique au sein duquel l'historien saisit des traces du passé qu'il recompose (comme l'outillage mental à l'époque de Rabelais) et auxquelles il donne un sens. Cette appréhension globale est nécessaire pour conduire à la compréhension d'un moment saisi d'abord comme référence. D'où l'importance de la notion de «civilisation», de la psychologie comme discipline associée à l'histoire, de la biographie comme moyen d'accès privilégié pour appréhender une époque et le faible sociologisme de L.FEBVRE. Psychologie, biographie, esprit du temps : le cofondateur des *Annales* est bien le continuateur de la tradition historique radicalement revue et approfondie par l'herméneutique.

Avec F.BRAUDEL, la relation sociologie-histoire prend une autre forme. Le dialogue est clairement pour lui avec la sociologie de E.DURKHEIM et F.SIMIAND dont il reprend le projet d'une discipline fédératrice de toutes les sciences sociales. Mais c'est désormais l'histoire qui est centrale. Dans son article «Histoire et sociologie» (1958), F.BRAUDEL propose que l'histoire devienne «cette impossible science globale de l'homme»<sup>7</sup>. Les *Annales* - au sous-titre rassembleur *Economies, Sociétés, Civilisations* - voudraient être le lieu d'élaboration de cette fusion. Au coeur de cette unité, les régimes de temporalité permettent d'intégrer en douceur la sociologie. La trilogie braudélienne accorde une place privilégiée au temps long, celui des structures que le temps change peu<sup>8</sup> : ces phénomènes historiques relèvent de la sociologie. «Sur le plan de l'histoire de longue durée, histoire et sociologie ne se rejoignent pas, ce serait trop peu dire : elles se confondent». Dit autrement, la longue durée s'affirme comme une sociologie historique, la sociologie est revendiquée comme une province de l'histoire. Cette revendication forte d'un point de vue épistémologique est pourtant restée sans effets pratiques, hormis sur le plan institutionnel avec la création de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, dominée par les historiens.

La parenté intellectuelle la plus forte est sans doute à chercher aux marges de l'Ecole des *Annales*, dans l'oeuvre de Ernest LABROUSSE<sup>9</sup>. Influencées par le travail de F.SIMIAND, ses recherches constituent l'une des tentatives la plus originale d'histoire expérimentale, appuyée sur des faits historiques construits et homogènes pour conduire à la mise en évidence de régularités et de variations concomitantes. Ces analyses se sont révélées très fructueuses en ce qu'elles ont permis de dégager un type de phénomène social à forte capacité heuristique, le modèle de la crise d'ancien type. Or, les livres de E.LABROUSSE ont été lus par les historiens dans une perspective positiviste, utilisant ses résultats de manière réifiée et définitive comme s'ils ne résultaient pas d'une procédure expérimentale fortement hypothétique<sup>10</sup>. Ce malentendu en dit long sur les difficultés des transferts méthodologiques entre sociologie (ou économie) et histoire.

**Les modèles  
historiographiques  
contemporains  
et la sociologie**

Le modèle labrousien simplifié a servi de grille d'analyse en histoire sociale pour de longues années après la guerre. Ce modèle cohérent, très productif, qui permet d'expliquer le politique à partir du social et le social par l'économique, est aussi clos sur lui-même, peu ouvert sur les autres sciences sociales et somme toute assez éloigné de l'histoire sociale synthétique et attrape-tout de l'avant-guerre. Il conduit à une représentation des groupes sociaux en termes de classes préconstruites, souvent inspirées des catégories socio-professionnelles contemporaines et le plus souvent identifiées grâce à des critères quantitatifs. Le seul hiatus dans cette représentation ne pouvait provenir que de la confrontation avec des systèmes de classification endogènes, comme ceux générés par les sociétés préindustrielles. C'est l'objet du débat «ordres et classes», LOYSEAU contre MARX, dont le moment fort est le colloque de Saint-Cloud tenu en 1965<sup>11</sup>. Deux caractéristiques sont revendiquées en préalable : l'exclusion de l'individu et l'homogénéité du social, ce qui conduit à l'existence évidente d'une structure sociale hiérarchisée, accessible grâce au chiffre et aux parentés statistiques. Cette construction objectiviste est indissociable d'une obsession pour la codification dont témoignent, parmi bien d'autres, les recherches d'Albert SOBOUL ou d'Ernest LABROUSSE sur la bourgeoisie. Paradoxe, les disciplines les plus convoquées lors du colloque de Saint-Cloud sont l'économie et la démographie ; la sociologie est exclue car elle n'est pas nécessaire. Cette approche était peu capable d'évolution ce qu'ont récemment confirmé les réflexions rétrospectives du «colloque de Saint-Cloud bis» réuni en 1989<sup>12</sup>.

L'éclatement de cette histoire sociale s'opère en plusieurs étapes. Dans un premier temps, il s'agit d'un transfert des centres d'intérêt, vers l'anthropologie historique en particulier. Elle permet un retour à des objets mieux identifiés - comme la famille ou la sexualité - et aux phénomènes singuliers qui soulèvent des problèmes épistémologiques moins aigus. Dans un second temps, les préoccupations plus strictement sociales redeviennent centrales avec une prise en compte plus directe de la notion de lien social. Elle permet d'initier une réflexion critique et, à sa manière, déconstructionniste à partir de la fin des années 1970. Il s'agit de questionner les catégories définies en termes de positions professionnelles ou de revenus qui dévoilent moins le réel qu'elles ne le faussent.

Une version française de cette «nouvelle histoire sociale» se préoccupe d'étudier des groupes sociaux plus limités et définis par un critère simple comme les officiers sous la Seconde république (William SERMAN, 1978, *Les officiers français dans la nation : 1848-1914*, Aubier-Montaigne), les médecins de l'Ouest au XIX<sup>e</sup> siècle (Jacques LEONARD, 1978, *La France médicale au XIX<sup>e</sup> siècle : médecins et malades au XIX<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Archives, 73), les prostituées (Alain CORBIN, 1978, *Les filles de noce : misère sexuelle et prostitutions, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Aubier-Montaigne), les ouvriers de la région lyonnaise (Yves LEQUIN, 1977, *Les ouvriers de la région lyonnaise : 1848-1914*, Presses universitaires de Lyon). Ces travaux se situent dans une tradition historique sans innovation méthodologique majeure mais qui permet de mieux intégrer toutes les dimensions du social et de casser avec un certain déterminisme socio-économique au profit des identifications statutaires, des repérages par les attitudes politiques ou des caractérisations psychologiques. J.LEONARD s'intéresse ainsi à la dialectique profession-statut et A.CORBIN insiste sur l'imaginaire bourgeois dans la représentation sociale. Mais l'analyse ne dépasse pas les limites d'un cadre descriptif. Elle reprend en fait les catégories sociales et professionnelles traditionnelles auxquelles les sources et les démarches utilisées semblent obligatoirement renvoyer. La rupture n'est pas faite.

Une autre étape, plus radicale, est marquée par les travaux de Nathalie DAVIS. Il ne s'agit plus d'affiner la notion de groupe social mais de montrer la grande complexité de leur saisie et l'impossibilité de définir une liste de critères du fait des regroupements et des intersections multiples. Dans ses études lyonnaises en particulier<sup>13</sup>, l'historienne américaine bouleverse profondément l'image de la stratification sociale dans une ville d'Ancien Régime. Sa manière de faire est apparemment simple : elle consiste à relire les documents anciens en se montrant attentif à leur propre langage, à la description du monde social par les acteurs eux-mêmes. Il en résulte une attention particulière aux pratiques culturelles dans la définition du social, qui ouvrent sur des regroupements peu prévisibles ou la mise en évidence du rôle de catégories jusqu'alors jugées secondaires comme l'âge ou le sexe.

Deux tendances ont résulté de ces approches critiques : un intérêt marqué pour l'approche du social en termes socio-culturels (emploi d'indicateurs nouveaux, ou réactualisés, comme la lecture ou l'usage des livres) ; une relativisation forte du savoir accessible à l'historien et de la signification de ses sources. Une autonomie croissante a été accordée au texte et au discours qui prennent un sens par eux-mêmes, autonomie qui rend inaccessibles les logiques sociales profondes. Un tournant volontairement et clairement antisociologique est pris, c'est le *linguistic turn* qui proclame la dissolution du social. De cette indépendance du langage résulte celle de l'idéologie et du politique et tous les écarts entre comportements et **structure sociale** sont dès lors envisageables. Les réflexions de François FURET ou de Keith BAKER sur la Révolution française en sont des illustrations.

Une dernière étape est franchie quand l'ambition se fait à la fois plus constructive et destructrice à la fois en s'intéressant à la recomposition des liens sociaux élémentaires. La *microstoria* italienne, animée par la revue *Quaderni storici*, a fourni une méthode de recherche très productive, inspirée par l'idée de la forte subjectivité du social. Ses représentants partagent une double méfiance : d'un côté, envers le quantitatif et les grilles d'analyse anachroniques ; de l'autre, à l'encontre d'un intérêt trop exclusif pour les seules représentations car l'analyse herméneutique des sources rend difficile un retour au réel propre à chaque contexte historique. Un travail représentatif de cette direction de recherche est celui de Maurizio GRIBAUDI sur les ouvriers turinois<sup>14</sup>. L'enquête commence sur des bases sociologiques classiques mais les discordances apparaissent très fortes entre ce qui est observé et les idées habituelles sur la classe ouvrière. Au lieu de l'unité de la culture de groupe, c'est la diversité des expériences qui s'impose. Loin de définir une « classe », la condition ouvrière n'est plus qu'un moment dans une trajectoire de vie complexe faite de hasards et de nécessités. Qu'exprime le discours socialiste, censé exprimer une culture de classe ? Le reprendre, pour les ouvriers, ce n'est pas adhérer à un corps de doctrines, c'est en sens inverse s'approprier son langage pour dire une quotidienneté plus ordinaire. L'accepter n'efface donc pas les individualités ; au contraire, son formalisme autorise toutes les dissidences. Le discours en se figeant rend possible toutes les trajectoires individuelles.

Cette construction micro-historique privilégie donc l'analyse des réseaux (clientèles, fréquentations, etc.) dans une perspective inspirée par la *network analysis* américaine. La reconstruction empirique des liens individuels, les pratiques concrètes qui les animent et les modalités des échanges entre personnes dans les sphères publiques ou domestiques veulent se substituer à la définition a priori de l'espace social. Soulignons les risques d'une telle déconstruction dont le contrôle est difficile. Quant aux reconstructions proposées, elles ont par essence un caractère arbitraire puisqu'elles privilégient des logiques subjectives et invisibles.

Ce type d'approche sociologique exerce une forte influence sur l'historiographie qui cherche à revisiter des questions classiques en recourant au langage des relations interpersonnelles. Il en est ainsi pour les réflexions sur l'Etat moderne, repensé comme une institution informelle de relations individualisées (Robert DESCIMON), ou pour l'analyse du pouvoir dans les communautés locales au sein desquelles le jeu complexe des acteurs contredit parfois les règles de la rationalité économique élémentaire au profit de stratégies de puissance (Giovanni LEVI)<sup>15</sup>.

A côté de cette histoire qui tente de déconstruire/reconstruire le social, d'autres secteurs de l'historiographie s'intéressent à des concepts sociologiques forts, capables d'exercer des effets structurants. Parmi d'autres, les deux influences les plus significatives sont celles de Norbert ELIAS et de Pierre BOURDIEU.

Dans ses deux livres majeurs<sup>16</sup>, ELIAS opère un déplacement de la lecture du social qui permet de rendre compte, dans la longue durée chère à l'historien, de la dynamique des sociétés occidentales grâce à la mise en parallèle de la gestion des pulsions individuelles avec la formation d'un pouvoir étatique. Les définitions des différents groupes sociaux et leurs évolutions sont ainsi susceptibles de recevoir un contenu fort, ancré non plus dans une approche circulaire et tautologique qui fonde le culturel sur le social (ou l'inverse) mais dans les processus fondamentaux liés aux comportements (autocontraintes, rationalité, etc.). Le modèle de la société de cour, de son côté, ouvre sur une formulation très nouvelle des relations entre individus dans le contexte monarchique, à la charnière de la micro et de la macro-sociologie. Objet de nombreuses élaborations et discussions critiques, sa prise en compte par l'historien a largement contribué, parallèlement à la déconstruction des analyses canoniques, à renouveler et à élargir le champ de l'histoire sociale<sup>17</sup>. Ainsi, certains travaux récents, influencés également par l'oeuvre de P. BOURDIEU, cherchent à renouveler l'histoire littéraire par la prise en compte de sa dimension sociologique (analyse des stratégies d'auteurs au sein d'un champ littéraire construit et bien identifié à partir du XVII<sup>e</sup> siècle)<sup>18</sup>.

**Les identités  
disciplinaires**

Ces sinuosités, cette relation d'attraction/répulsion entre l'histoire et la sociologie se retrouvent quand l'optique privilégie les considérations épistémologiques. En effet, si l'on compare les deux disciplines, les similitudes semblent essentielles. Par contre, une réflexion portant sur l'histoire en tant que telle met en évidence de notables divergences épistémologiques.

Dans un ouvrage récent, Jean-Claude PASSERON démontre la parenté entre les deux disciplines en critiquant la distinction habituelle entre l'histoire qui se consacrerait aux singularités, et la sociologie qui relèverait du nomothétique<sup>19</sup>. Il préfère au contraire insister sur leur «convergence épistémologique». La langue de description du monde leur serait en effet commune et la contrainte de contexte comme la contingence de l'unicité des faits qui singularisent l'opération historique pèsent aussi sur l'approche sociologique. Il en résulte dans les deux cas que l'expérience est impossible ce qui exclut toute validation en terme de *falsifiabilité* au sens de POPPER. Seul un «raisonnement naturel» est pertinent car il permet de construire des contextes parents et de conduire une analyse en terme d'exemplification. L'herméneutique est aussi critiquée car une adéquation quant au sens si elle n'est pas en même temps validée par une comparaison historique ou une corrélation statistique n'est que de la philosophie. Les différences de pratique entre les deux disciplines proviennent donc plus d'habitudes professionnelles, de recrutement et de «conformité discursive». L'histoire et la sociologie utilisent même ces différences qui expriment en fait une même structure d'observation pour se doter artificiellement d'une légitimité.

La même indistinction est revendiquée par Paul VEYNE dans l'un des rares livres importants d'épistémologie écrits par un historien<sup>20</sup>. «La sociologie est due à une conception trop étroite de l'histoire», affirme-t-il : la bonne sociologie ne peut être qu'empirique, et elle n'est alors rien d'autre que de la bonne histoire contemporaine. Comme J.-C. PASSERON, P. VEYNE s'en prend donc aux prétentions nomologiques de la sociologie affirmant que sa spécificité apparente ne provient que d'un contenu philosophique qui n'a pas lieu d'être et de son affirmation comme genre littéraire. De son côté l'histoire se doit de devenir une sociologie historique<sup>21</sup>. Comment ? En prenant au sérieux la notion d'histoire-problème car le progrès de l'histoire ne peut venir que d'un allongement du questionnaire et de l'enrichissement des concepts nécessaires à l'interrogation du document historique. Pour cela, le recours à la comparaison est indispensable (c'est «l'inventaire des différences») ; ce qui suppose de s'affranchir du préjugé des unités de temps et de lieu. Cette intégration, non pas de la méthode mais de l'ambition sociologique, doit permettre de construire une «histoire complète», significativement comparée à la géographie générale du début du siècle.

Dans le même temps s'est développée une réflexion sur l'histoire qui la particularise et l'éloigne du reste des sciences sociales. Du côté des historiens, la micro-histoire innove quant au système de preuves utilisées. Que ce soit avec la notion d'«exceptionnel normal» - un épisode exceptionnel crée un écart par rapport au réel qui rend seul possible l'observation de ce qui fonde le lien social et de ce qui constitue un savoir communément partagé - ou avec celles de traces et d'indices chères à Carlo GINZBURG - le repérage d'une collection de traces dans des expressions singulières, historiquement situées, conduit à comprendre les totalités -, ces nouvelles manières de faire se veulent extérieures à tout souci d'objectivation des critères qui caractérise la démarche sociologique. Une forte subjectivité est revendiquée, ce qui ouvre sur de difficiles questions de validation puisque le sens de l'opération historique dépend ouvertement de l'intuition de l'opérateur.

La réflexion la plus forte concernant le statut de l'histoire est le fait d'un philosophe. Paul RICOEUR a beaucoup réfléchi sur la narration qui constitue selon lui la matrice de toute analyse historique. Si son influence reste négligeable sur la pratique du métier d'historien, elle a fait beaucoup évoluer l'idée que ce dernier se fait de sa discipline<sup>22</sup>. Il ne s'agit pas d'un retour au récit mais de la réintroduction, comme question centrale, de la relation entretenue avec le temps. Pour P. RICOEUR, le traitement du temps ne peut se faire que par le biais de la narration et de la mise en intrigue. Or, ce qui différencie l'histoire de la sociologie, c'est précisément que son sujet principal est le temps et le changement, donc que son épistémologie relève plus de celle du récit. Rendre compte du temps historique suppose de multiplier les narrations aux contenus multiples - il exemplifie son analyse avec *La Méditerranée et le monde méditerranéen* de Fernand BRAUDEL et ses trois niveaux récitatifs - dont les interactions permettent de rendre compte des différentes occurrences historiques. Elles ne sont compréhensibles que dans le cadre d'une herméneutique qui confère une signification aux indices temporels dont l'agencement résulte moins d'un schéma temporel pré-construit propre à la démarche explicative de l'économie ou de la sociologie que d'une approche compréhensive qui relève de l'intelligibilité du récit. Les contingences liées au traitement du temps distinguent donc radicalement l'histoire des autres sciences sociales.

Cette ambivalence de la relation entre l'histoire et la sociologie souligne d'abord la force de chacune de ces traditions disciplinaires, constamment réactives et réinvesties de nouveaux signes distinctifs. Non seulement l'historien n'est pas un sociologue mais leur dialogue est lui-même largement factice. Le renouveau des pratiques historiennes tel qu'il peut être observé aujourd'hui résulte d'ailleurs moins d'une reprise de l'interdisciplinarité explorée dans les années 1970 que d'un approfondissement des spécificités de la discipline historique<sup>23</sup>. L'analyse du changement, l'attention portée aux régimes de temporalités ou l'importance accordée aux processus, autant de manières actuelles et spécifiquement historiennes de penser le passé. Il ne s'agit aucunement de négliger les apports de la tradition sociologique (ou économique) dans ces élaborations mais leur mise en oeuvre par l'historien au sein d'un dispositif démonstratif différent les transforme radicalement. Le rêve d'une discipline unifiée des sciences sociales semble bien loin ; il n'est pas sûr qu'il faille le regretter.

Jean-Yves GRENIER

<sup>1</sup> BRAUDEL F. - « Histoire et sociologie », dans *Ecrits sur l'histoire*, Paris : Flammarion, 1969, p.98.

<sup>2</sup> Voir beaucoup d'indications intéressantes dans les contributions réunies dans *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Paris : Editions du CNRS, 1986.

<sup>3</sup> *Année sociologique*, 1898, n° 1.

<sup>4</sup> D'où la distinction classique, reprise encore récemment par R. BOUDON, entre l'histoire, discipline idéographique préoccupée du singulier, et la sociologie, science des faits mis en série, donc du comparable et du nomothétique.

<sup>5</sup> *Revue de synthèse historique*, repris dans les *Annales E.S.C.*, 1960.

<sup>6</sup> La correspondance échangée par les cofondateurs des *Annales* entre 1920 et 1936, récemment publiée, montre bien l'importance de la sociologie critique et des travaux de Henri BERR comme références intellectuelles mais toujours en arrière-plan.

<sup>7</sup> Article repris dans *Ecrits sur l'histoire*, Paris, 1969, p.97-122.

<sup>8</sup> Voir en particulier *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris : Armand Colin, 2ème éd, 1966, et « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales ESC*, 1958, 4, pp.725-753.

<sup>9</sup> *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIIème siècle*, Paris, 1933, et *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, 1944.

<sup>10</sup> Voir à ce sujet GRENIER J.-Y. et LEPETIT B. - « L'expérience historique : sur C.-E. LABROUSSE », *Annales ESC*, 1989, 6, pp.1337-1360.

<sup>11</sup> LABROUSSE E. (éd) - *L'histoire sociale. Sources et méthodes*. - Paris, 1967.

<sup>12</sup> CHARLE Ch. (éd) - *Histoire sociale, histoire globale ?* - Paris : MSH, 1993.

<sup>13</sup> DAVIS N.Z. - *Les cultures du peuple. Rituels, savoirs et résistances au XVIème siècle*. - Paris : Aubier-Montaigne, 1979 (édition anglaise 1975).

<sup>14</sup> GRIBAUDI M. - *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XXème siècle*. - Paris : EHESS, 1987.

<sup>15</sup> Voir en particulier Giovanni LEVI : *Le pouvoir au village. La carrière d'un exorciste dans le Piémont du XVIIème siècle*. - traduction française, Paris : Gallimard, 1989 (avec une introduction méthodologique stimulante de Jacques REVEL).

<sup>16</sup> ELIAS N. - *La dynamique de l'Occident*. - Paris : Calmann-Lévy, 1969 (1ère édition allemande 1939), et *La civilisation des mœurs*. - Paris : Calmann-Lévy, 1969 (1ère édition allemande 1939).

<sup>17</sup> ELIAS N. - *La société de cour*. - Paris : Calmann-Lévy, 1985 (1ère édition allemande 1969).

<sup>18</sup> Voir par exemple le numéro spécial « Histoire et littérature » des *Annales HSS*, 1994, 2.

<sup>19</sup> PASSERON J.-Cl. - *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*. - Paris : Nathan, 1991.

<sup>20</sup> VEYNE P. - *Comment on écrit l'histoire*. - Paris : Le Seuil, 1971.

<sup>21</sup> P. VEYNE a lui-même essayé de donner l'exemple dans *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris : Le Seuil, 1976.

<sup>22</sup> RICOEUR P. - *Histoire et récit*. - Paris : Le Seuil, 3 vol 1983-1985.

<sup>23</sup> Voir à titre d'exemples la nouvelle orientation prise dans les *Annales* depuis 1989 avec leur volonté de « tournant critique ». De même, *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, (ss dir. Bernard LEPETIT), Paris : Albin Michel, 1995, constitue un bon exemple de ces tentatives récentes de renouveau de l'historiographie.

Le concept de développement durable est depuis la fin des années 80 largement débattu au niveau international. S'il renvoie à un développement soucieux de la préservation de l'environnement, il pose un problème majeur quant à son application. Cette difficulté implique une approche scientifique renouvelée s'intéressant aux interactions entre les milieux et les sociétés.

Ce champ de recherche est largement investi par l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération).

Dans cette optique, la **représentation de l'ORSTOM en Tunisie** a mis en place, en coopération avec des institutions tunisiennes, un Collectif de recherche pluridisciplinaire dont l'objectif est l'appréhension des relations entre les populations tunisiennes et l'environnement.

Ce programme, **DYPEN - Dynamique Population-Environnement**, est présenté ici par **Laurent AUCLAIR** et **Frédéric SANDRON** qui en précisent le développement.

## Dynamique Population-Environnement (DYPEN)

Laurent AUCLAIR,  
agro-économiste,  
et Frédéric SANDRON,  
démographe, sont chargés  
de recherche  
à l'ORSTOM-Tunis.

L'Institut des Régions Arides de Médenine (IRA), l'Institut Sylvo-Pastoral de Tabarka (ISPT), le Commissariat Régional au Développement Agricole de Siliana (CRDA), le Laboratoire Population Environnement de Marseille (LPE) et la représentation de l'ORSTOM en Tunisie ont créé en 1989 un **Collectif de recherche** pluridisciplinaire avec l'aide du Ministère tunisien de l'Agriculture, du département Milieux Activités Agricoles de l'ORSTOM (MAA) et de l'Université de Provence pour animer et réaliser un programme de recherches sur *l'Evolution des milieux naturels et des dynamiques de population en Tunisie*.

Le programme DYPEN, coordonné par Michel Picouet, directeur du LPE, a été réalisé sous le haut patronage des organismes suivants : l'Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricole (IRESA) du Ministère tunisien de l'Agriculture, l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (ORSTOM), le Programme Environnement du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), la Mission Scientifique et Technique - Recherche pour le Développement du Ministère français de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'Université des Réseaux d'Expression Française (UREF).

### Première phase : problématique et méthodes

Dans les pays du Sud, les équilibres qui se sont établis entre l'anthropisation nécessaire à la survie de l'homme et les contraintes naturelles sont particulièrement fragiles. Dans ce contexte de «précarité» permanente, les sociétés se sont élaborées longuement autour d'une gestion parcimonieuse des ressources naturelles, adoptant des systèmes agraires adaptés à leur rareté.

A la fin du siècle dernier, la population tunisienne, rurale à plus de 90%, est inférieure à 2 millions d'habitants. La plus grande partie du pays, les zones arides en particulier, sont caractérisées par la prédominance de l'élevage pastoral et par une exploitation très extensive des ressources. En 1860, la population nomade et semi-nomade dépasse en nombre la population sédentaire.

Au cours de ce siècle, la Tunisie, à l'instar des autres pays du Sud, connaît une croissance accélérée de sa population (multipliée par 3 dans les 60 dernières années). Face à cette croissance démographique rapide, une société rurale dispose de différents moyens pour répondre au déséquilibre «population-ressources naturelles» : à court terme, la migration ; à moyen ou à plus long terme, la réduction

de la fécondité et la mutation technique, sociale et institutionnelle. La migration des populations rurales depuis les années 1960, et jusque dans les années 1980, a connu une ampleur sans précédent, entraînant une croissance rapide des villes et de la capitale. Aujourd'hui 60 % de la population vit en milieu urbain. La fécondité a baissé, mais elle demeure encore très forte dans une large partie des régions rurales (Centre et Sud).

La croissance démographique a conduit rapidement à la multiplication de systèmes extensifs inchangés et à une surexploitation des ressources naturelles. La transformation des conditions techniques et sociales de la production agricole et de l'élevage, encouragée par une politique volontariste de l'Etat, est cependant effective malgré de fortes disparités régionales. La sédentarisation des populations nomades, l'intensification des systèmes de production (décuplement des surfaces irriguées et de l'arboriculture), le recours croissant à la mécanisation et aux intrants agricoles marquent profondément le paysage agricole tunisien.

Des transformations institutionnelles, foncières et sociales d'ampleur, accompagnent cette évolution : domanialement des forêts, généralisation de l'appropriation privée de la terre aux dépens des parcours collectifs, désagrégation lignagère ou tribale, etc.

La pression démographique, la diffusion d'autres modèles de croissance associés à des technologies nouvelles de production, la fin de l'autarcie politique et sociale, ébranlent ainsi les équilibres traditionnels et remettent en cause les processus d'adaptation élaborés au fil des siècles. Sur le plan économique et social, les disparités régionales s'accroissent et une frange de la petite paysannerie se marginalise.

C'est dans ce large contexte que se situe l'expérience DYPEN-TUNISIE portant sur l'étude de la relation population-environnement en milieu rural. Cette expérience a été réalisée dans trois régions de Tunisie choisies selon le gradient d'aridité :

- *L'oasis d'El Faouar* dans l'étage saharien permet d'observer les conséquences d'une intervention étatique importante (création de forages et de périmètres irrigués) en relation avec le processus de sédentarisation des populations nomades. La gestion de l'eau et des périmètres irrigués, la gestion de la steppe environnante (par rapport à la dégradation du couvert végétal et au mouvement des sables) constituent les deux axes de la problématique.

- *Ouled Frej*, en zone bioclimatique semi-aride, est un milieu caractéristique du Haut Tell tunisien (montagne, piémont et plaine alluviale) dont la mise en valeur est basée sur la céréaliculture et l'élevage ovin. L'histoire est ici déterminante pour interpréter l'évolution des relations population-environnement (période coloniale, période collectiviste des années 60...). Les stratégies familiales et l'usage des ressources connaissent une évolution rapide. La gestion de l'espace sylvo-pastoral du Jebel Bargou et la gestion des sols cultivés (face au problème de l'érosion hydrique) sont les deux principaux axes retenus.

- *Aïn Snoussi et Aïn Sobah*, en zone bioclimatique subhumide, permettent de caractériser les relations population-environnement dans un milieu forestier de Kroumirie en proie à des évolutions importantes sur le plan des stratégies familiales. La gestion de l'espace forestier ou sylvo-pastoral est ici privilégiée.

#### **Hypothèses de recherche**

En Tunisie, mais elles valent pour une large partie des milieux ruraux des pays du Tiers Monde, les hypothèses sont les suivantes :

- l'exploitation et la mise en valeur de l'environnement écologique par les sociétés agraires présentent une grande diversité dans les différentes régions du pays, mais aussi au sein d'un agrosystème donné ;

- la pression démographique ne peut être tenue pour seule responsable de la dégradation du milieu. La croissance démographique entraîne incontestablement une pression grandissante sur les ressources, mais elle peut s'accompagner également de changements technico-économiques, de stratégies familiales nouvelles, qui n'ont pas obligatoirement un effet négatif sur l'environnement ;

- les contraintes environnementales (épuisement et raréfaction des ressources) tendent à accélérer l'émergence de comportements nouveaux en matière de reproduction sociale et familiale (comportements reproductifs, matrimoniaux, migratoires) ;

- la migration n'est pas seulement un facteur de régulation des «surplus» démographiques, elle provoque également des transformations dans les systèmes de production et d'usage des ressources naturelles (formes d'utilisation de la main-d'oeuvre agricole, transferts technologiques par l'intermédiaire des flux financiers des émigrants, nouvelles perceptions du milieu, etc.). C'est un élément qui peut être cause ou conséquence de la dégradation du milieu ;

- la disparition de l'autarcie du milieu rural a transformé les conditions de l'utilisation de la main-d'oeuvre agricole ; celle-ci se féminise et vieillit, tandis que se généralise la pluri-activité, pouvant conduire, dans certaines régions, à l'extensification agricole et à un infléchissement de la tendance historique d'anthropisation croissante du milieu naturel.

Dans ce cadre d'hypothèses, nous avons choisi d'opérer à une échelle micro-régionale et d'élaborer, à cette échelle, un système d'observation faisant référence à une problématique régionale spécifique aux milieux forestiers, semi-arides et sahariens.

### **La recherche d'une convergence démo-écologique**

Dans les contextes écologiques de référence, on peut concevoir une formalisation en deux séries d'investigation : l'une écologique, l'autre démographique en recherchant les points de convergence. Le système de production agricole est alors envisagé comme un «médiateur» entre système social et écosystème.

**L'approche écologique** implique un suivi en mode rétrospectif et des études en mode diachrone.

Le choix des zones-test le long d'un gradient d'aridité climatique croissant est justifié par le souci de prendre en compte les principales contraintes bioclimatiques de l'espace rural tunisien, auxquelles sont confrontés les êtres vivants et qui influencent :

- les comportements socio-économiques et démographiques et l'usage des ressources qui diffèrent d'une zone à l'autre. Ainsi, la faiblesse des ressources en eau facilement accessibles, une pluviométrie très faible et erratique et un environnement désertique ont contraint les populations à un mode de vie semi-nomade dans la zone-test du Sud, alors qu'en Kroumirie l'abondance des ressources en eau favorisait le développement de systèmes forestiers souvent au détriment de l'agriculture vivrière. Ceci a conduit les habitants de la zone à un mode de vie sédentaire dans les clairières ;

- les réponses des systèmes écologiques aux perturbations et aux excès de prélèvements. En effet, les vitesses de cicatrisation sont plus lentes dans la zone aride et la résilience générale des écosystèmes est très variée suivant les régions.

Il est évident que, pour chaque zone, nous ne pouvons suivre l'ensemble des changements du milieu naturel. Aussi, en fonction de la perturbation, de la sensibilité du milieu à celle-ci et des nuisances d'ordre socio-économique et environnemental engendrées, nous avons choisi d'effectuer quelques «zooms» sur certains aspects évolutifs, en se limitant aux indicateurs les plus pertinents :

- sur les *basses montagnes de la Kroumrie* : la limitation de l'extension agricole des clairières a entraîné un extractivisme sur les massifs forestiers (charbonnage, divagation des animaux...) avec comme conséquence une forte réduction des futaies et de la biodiversité ;

- sur les *piémonts du Jebel Bargou* : la forte pression sur les terres à fortes contraintes du glacis a entraîné une profonde modification du couvert végétal et de l'occupation des terres de la zone de «contact» montagne/plaines fertiles avec pour corollaires un dysfonctionnement hydrique et une importante érosion ;

- dans la *zone oasienne d'El Faouar* : la sédentarisation des transhumants pasteurs en moins de 30 ans (plus de 10.000 personnes) près des forages et des périmètres irrigués a engendré une vaste auréole de désertification sur les milieux fragiles autour de l'agglomération menacée aujourd'hui d'ensablement et d'une pénurie durable de fourrage et de bois.

#### *Le suivi en mode diachrone rétrospectif*

Il permet grâce à l'analyse de chronoséquences de clichés aériens espacés de 1 à 2 décennies, soit par des photo-interprétations classiques, soit en passant par des techniques de seuillage et des mesures d'équidensité, de mettre en évidence l'évolution d'un couvert végétal et les changements de l'occupation des terres. En bref, il s'agit de reconstituer les paysages antérieurs et d'évaluer les pertes ou les augmentations de productivité du milieu. Un tel suivi se concrétise par des cartographies polythématiques ; il est basé sur la connaissance des systèmes écologiques, de leur fonctionnement et de leur aptitude à évoluer. Il se réalise sur une échelle de temps de quelques décennies.

#### *Les études en mode diachrone pluriannuel*

Pour saisir le fonctionnement d'un hydrosystème, d'un agrosystème ou d'un peuplement végétal, la répétition d'années d'observation, intégrant la variabilité de la pluviosité ou celle de la gestion des ressources par l'homme, est nécessaire.

#### *Les études en mode synchrone*

Elles sont indispensables pour caractériser l'état des ressources ou les valeurs et niveaux des indicateurs. Elles servent de référence. Pour avoir une valeur comparative, ces études doivent être réalisées en mode réellement synchrone (choix des saisons, même conditions climatiques annuelles...). Tout manquement à cette règle peut conduire à des interprétations erronées. Si la mesure et l'interprétation des indicateurs en mode synchrone est rapide et aisée, leur interprétation et la validité des résultats sont à prendre avec beaucoup de précaution.

**L'approche population**, quant à elle, s'est appuyée sur une enquête menée auprès des ménages et des exploitants agricoles sur les caractéristiques démographiques des familles, les conditions de vie (habitat, énergie domestique), les systèmes de production (terre, travail, capital) et sur les pratiques des ressources naturelles.

Les enquêtes quantitatives et qualitatives réalisées dans le cadre du programme constituent le principal outil d'investigation sur le peuplement et les activités humaines. Le questionnaire, identique pour les trois zones d'étude, comprend trois volets thématiques :

- un volet *démographique ou socio-démographique* permet d'enregistrer les caractéristiques de chaque membre du ménage (âge, sexe, lieu de naissance, état matrimonial, nombre d'enfants, scolarisation...), leurs activités économiques et leurs déplacements migratoires ;

- un volet *socio-économique* permet de caractériser le type de logement, le niveau d'équipement (eau courante, électricité...) et la structure de la consommation d'énergie de chaque ménage ;

- un volet *«Exploitation Agricole»* permet enfin de recueillir les données de base concernant l'agriculture, l'élevage et l'usage de l'espace et des ressources naturelles, à savoir : le travail sur l'exploitation agricole, le descriptif détaillé des parcelles de l'exploitation (superficies, statut foncier, occupation du sol...), les productions, les techniques culturales, l'effectif du cheptel et la conduite des troupeaux, l'usage des parcours...

Dans toutes les zones, une enquête pilote a précédé l'enquête proprement dite, les questionnaires ont été testés, de même que les techniques d'interview. Antérieurement au lancement des enquêtes, un code de localisation des parcelles et des ménages en fonction du site des implantations des douars et des grands secteurs écologiques a été établi. Les autorités locales ont apporté leur aide pour élaborer le plan d'enquête et pour identifier et contacter les ménages retenus dans l'échantillon. Les opérations de terrain ont été menées par les équipes locales qui ont encadré les enquêteurs recrutés parmi les étudiants ou les techniciens des instituts concernés. La durée des enquêtes s'est située entre 3 et 4 semaines. Elles ont concerné 780 ménages, soit 5.123 individus.

### **Les résultats**

Les recherches ont montré que, dans chaque cas, même s'il y a lieu de faire un bilan global associant la dynamique de la société à celle de l'environnement, la compréhension de cette dynamique suppose de renoncer à la fiction d'une société homogène dans sa relation à l'environnement et plus particulièrement si on la considère sous le point de vue de la durabilité.

La diversité des familles se manifeste simultanément sous des facettes multiples, intercorrélées : diversité des systèmes de production, des usages et impacts sur le milieu, de la perception de l'environnement, des stratégies de reproduction familiale, des systèmes d'alliance familiale, des modes migratoires et des stratégies de scolarisation et de "modernisation".

La mise en évidence de cette diversité a été permise par l'adoption de l'analyse en "Typologies Ménages-Environnement" (TME). Cette typologie, suffisamment synthétique pour être opérationnelle, a été élaborée sur la base des informations tirées de l'enquête «ménages-exploitants agricoles». Ces informations sont traitées au moyen des méthodes multidimensionnelles classiques : l'analyse factorielle des correspondances et la classification ascendante hiérarchique. Une vingtaine de variables entrent dans la composition de la T.M.E. Elles font toutes référence à l'usage des ressources sylvo-pastorales et aux systèmes de production : variables d'usage (cheptel, utilisation des parcours, récolte du bois, chasse etc.) et variables de production (structures foncières et taille de l'exploitation, moyen de production, rotations culturales et assolements, etc.).

L'approche T.M.E. permet de différencier des groupes de ménages homogènes du point de vue de l'usage d'un espace ou de ressources naturelles déterminées. Elle est soutenue par l'hypothèse suivante : au comportement d'un groupe de ménages par rapport à certaines ressources du milieu peut correspondre des stratégies familiales et en particulier des comportements démographiques spécifiques.

La T.M.E. se situe, en effet, à l'interface population-environnement en permettant, d'une part, de différencier les groupes de ménages par leur usage du milieu et d'apprécier leur impact sur celui-ci, d'autre part, de caractériser ces groupes de ménages du point de vue des stratégies familiales et des comportements démographiques, permettant ainsi d'identifier éventuellement des corrélations entre indicateurs écologiques et démographiques.

Un résultat marquant est la mise en évidence de différences de comportements migratoires, au sein de chaque zone, associées aux types issus de l'analyse T.M.E.

Par exemple, dans le Haut Tell, les micro-exploitations agricoles sont caractérisées par une population vieillissante dont la stratégie globale repose sur la pluriactivité et une migration importante des jeunes. Ces exploitations pratiquent une céréaliculture extensive et mécanisée qui s'accompagne d'une érosion importante sur les terres en pente des piémonts.

Au-delà des résultats mis en exergue par les enquêtes que l'on pourra consulter dans les différents travaux cités dans la bibliographie, il est nécessaire de souligner le caractère expérimental du programme qui se traduit par l'importance que nous accordons à la problématique et aux aspects méthodologiques.

Nous ne pensons pas avoir répondu à toutes les questions que nous nous sommes posées, mais nous sommes convaincus d'avoir participé à travers ce programme au renouvellement de la connaissance qui s'impose pour comprendre les relations population-environnement et d'avoir posé les jalons d'une recherche pluridisciplinaire à poursuivre.

#### **Formation**

Au cours de cette étude, un important programme de formation a pu être réalisé sous la forme de stages organisés pour les chercheurs tunisiens dans des domaines scientifiques directement utilisables dans les recherches menées : photogramétrie, biosystématique, analyse démographique, télédétection... Ces stages se sont déroulés dans divers laboratoires de recherche français à Montpellier, à Marseille et à Paris (LBEM, LPE, CEPED, ORSTOM Paris, ENGREF) et également au Centre National de Télédétection de la Tunisie.

#### **Deuxième phase : mise en place des observatoires**

Le projet de la seconde phase du programme DYPEN comporte trois principaux axes de recherche :

- Concevoir et améliorer le cadre conceptuel et théorique relatif aux systèmes population-environnement, en intégrant les interactions entre dynamiques sociales et familiales d'une part, usages des ressources naturelles et dynamiques environnementales d'autre part. Il est clair que le contexte général dans lequel s'établissent les stratégies familiales doit être pris en considération en faisant la part des facteurs endogènes et exogènes (projets de développement, marché...).

- Poursuivre dans plusieurs sites de Tunisie rurale l'approche conçue par le programme DYPEN au sein d'observatoires population-environnement. Il s'agit, dans un premier temps, de définir pour chaque site une problématique socio-environnementale en terme de gestion d'un espace ou d'une ressource naturelle (eau, sols, érosion, désertification...) et, dans un deuxième temps, de concevoir, la méthode (échelles, choix des indicateurs suivis...). Il convient non pas de juxtaposer à un observatoire de l'environnement un observatoire de la population, mais d'inventer une procédure originale de suivi de la relation population-environnement intégrant stratégies familiales et ressources naturelles. Les observatoires sont conçus dans une double perspective : outils au service de la recherche et de la formation d'une part ; lieux privilégiés de rencontre entre chercheurs et acteurs du développement d'autre part.

- Combiner les échelles spatiales en développant parallèlement, principalement à partir de l'analyse de données statistiques, une approche régionale et nationale des interactions population-environnement.

En conclusion, mentionnons que cette confrontation entre la conceptualisation et l'appréhension directe des phénomènes dépasse largement l'expérience menée en Tunisie. Elle s'inscrit dans l'effort de toute une partie de la communauté scientifique d'aborder la relation population-environnement «frontalement» et non à partir d'approches réalisées par des spécialistes d'une discipline utilisant a posteriori les résultats d'une autre discipline travaillant à des échelles différentes.

**Laurent AUCLAIR et Frédéric SANDRON**

**Publications dans le  
cadre du programme  
DYPEN**

**AUCLAIR L., BEN CHEIKH N., GHEZAL L., PONTANIER R.** - "Systèmes d'usage des ressources naturelles et systèmes des productions en Tunisie", Symposium international *Recherche-systèmes en agriculture et développement rural*, Montpellier, 1994, 15 p.

**AUCLAIR L., GHEZAL L., PONTANIER R.** - "La relation population-environnement dans le Haut-Tell tunisien", Conférence *Population and Environment in Arid Regions*, UNESCO/IUSSP/IGU, Amman, 24-27 oct. 1994, 15 p.

**AUCLAIR L., PICOUET M.** - "Dynamique démographique et utilisation des ressources : le cas de la Tunisie rurale", communication au Colloque *Pour une agronomie tropicale viable à long terme*, Académie d'Agriculture de France/Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, 1994, doc. multigraph., 16 pp.

**BONIN G., LOISEL L., PICOUET M.** - "Effects of urban impact in forestal environment : the Tunisian case (summary)", communication au *6ème Congrès européen d'Ecologie*, Marseille, sept. 1992, *Mésogée*, 52.

**BUENO E., OTTAVIANO B.** - *La forêt et l'énergie dans le Haut Tell tunisien. Le rôle de la femme et l'évolution des comportements.* - Mémoire du D.U. «Certificat international d'Ecologie Humaine», 1994, 65 p. + annexes.

**Collectif de recherche DYPEN-Tunisie** (IRA Médenine, ISPT Tabarka, CRDA Tabarka, LPE Marseille, ORSTOM Tunis). - *Evolution des milieux naturels et Dynamique des populations en Tunisie.* - Rapport d'étape n°1, 1990, doc. multigraph., 70 p.

**Collectif de recherche DYPEN-Tunisie** (IRA Médenine, ISPT Tabarka, CRDA Tabarka, LPE Marseille, ORSTOM Tunis). - *Evolution des milieux naturels et Dynamique des populations en Tunisie.* - Rapport d'étape n° 2, 1992, doc. multigraph., 51 p.

**Collectif de recherche DYPEN-Tunisie.** - *Dynamique des sociétés rurales et évolution des milieux naturels en Tunisie.* - Rapport de recherche, CNRS, Programme Environnement, 1994, doc. multigraph., 151 p + annexes.

**PICOUET M.** - "Pression démographique et milieux naturels dans les campagnes du Tiers Monde : un essai de formalisation", communication au *Congrès de l'IUSP*, Montréal, 1993, Actes du congrès, Vol. II.

**PICOUET M.** - La pression démographique et l'environnement, *Ecodécision* 10.

**PICOUET M.** - "Croissance démographique et environnement dans les campagnes de Tunisie : de la formalisation théorique à la mesure", communication à la *Troisième Conférence sur la Sécurité Environnementale.*, CISE, Boston, MA, USA, 31 mai - 4 juin 1994, doc. multigraph., 16 p.

**PICOUET M.** - "Demographic growth and environmental in rural areas in Tunisia : from theoretical approach to measurement", *International conference for the Study of Environmental Security*, CISE-Tufts University, Boston, mai 1994, 17 p. (à paraître).

**PICOUET M., SGHAIER M.** - "Dynamique de population et aridité : une expérience dans les régions arides de Tunisie", Conférence *Population and Environment in Arid Regions*, UNESCO/IUSSP/IGU, Amman, 24-27 oct. 1994, 15 p.

**L'ALGÉRIE DANS LA GUERRE**, sous la dir. de Rémy LEVEAU ; avec la collab. de S. Labat, L. Martinez, O. Steele, M. Vergès. - Paris : Complexe, 1995. - 153 p. (Espace International. 14)



Pour les observateurs qui tentent aujourd'hui de comprendre la violence de la crise algérienne, l'une des difficultés majeures consiste à suivre les contours d'une fracture d'autant plus insaisissable que les *clivages entre groupes rivaux passent à l'intérieur des familles, des villages et des milieux où les liens primaires sont supposés forts*. Ainsi, pour tentant que puisse être le parallèle avec d'autres conflits contemporains (Liban, Irlande du Nord, ex-Yougoslavie...), la situation semble à bien des égards différente. A preuve, par exemple, la relative fluidité des passages d'un camp à l'autre pour des raisons de survie.

Décrypter cette société en état de guerre nécessite, en premier lieu, de prendre en compte le contraste entre une forte identité nationale construite au lendemain de l'indépendance sur des symboles très affirmés, en particulier en matière de politique extérieure (non-alignement, anti-impérialisme, mission de *leadership* pour le tiers-monde...), et la rapidité de la perte de légitimité des élites dirigeantes dans les années 1980. La généralisation du clientélisme et de la corruption venant fausser la logique de redistribution de la manne pétrolière, les concessions de plus en plus nombreuses sur la scène internationale et enfin la violente répression menée par l'armée en 1988, sont apparues aux générations nouvelles comme autant de trahisons à l'esprit d'une révolution dont leurs pères n'étaient plus que les *héros déchus*. Dès lors, l'engagement islamiste apparaît, dans le discours des militants, comme une volonté de restaurer cet unanimité mythique légué par la guerre de libération, ainsi qu'une justice sociale

perçue comme condition d'accès à une existence individuelle digne.

Dans une société où la montée des jeunes *moudjahidines* des GIA met à mal l'autorité des dirigeants politiques du FIS, où l'économie parallèle s'est transformée en économie *délinquante* (armes, stupéfiants...) et où l'ensemble des activités quotidiennes se trouve investi d'une signification politique pouvant attirer la violence, quelle place reste-t-il pour la négociation ?

Celle-ci pourrait, selon R. LEVEAU, se trouver favorisée par deux phénomènes : d'une part, la capacité de certains partis politiques à prendre le relais des tendances existant au sein même de l'armée, mais incapable de s'y exprimer ; la réunion de Sant'Egidio, en novembre 1994, a montré que cela était possible ; d'autre part, la mise en place d'une aide conditionnelle et élargie *échappant aux effets pervers du «tête à tête» et de la mauvaise conscience franco-algérienne*.

**DJABI Nacer. - Al-Jazâ'ir tataharakû. Dirassât sussiû-siyassiyâ lil-idhrâbât al-'umâliyyâ fî al-Jazâ'ir (L'Algérie en mouvement. Approche sociologique des grèves ouvrières en Algérie).** - Alger : Dar El Hikma, 1995. - 346 p.



La situation actuelle de l'Algérie ne peut être comprise par des approches portant uniquement sur le problème de l'extrémisme religieux. Elle nécessite la multiplication des analyses ayant pour objet l'ensemble des transformations sociales en relation avec les choix économiques et sociaux. L'analyse des mouvements de grève en tant qu'expression des revendications des catégories socioprofessionnelles s'inscrit dans cette perspective.

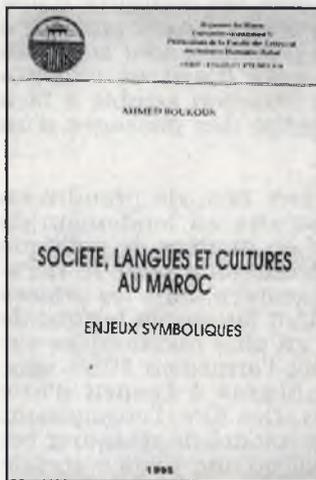
Pour l'auteur, la publication de ce livre en arabe constitue un double défi : rompre avec l'ostracisme qui dénie à la langue arabe la capacité de rendre compte de certaines problématiques, notamment celles des grèves et des mouvements sociaux, et contribuer au changement de statut des grèves dans la presse et dans les écrits des intellectuels, en les faisant passer de l'illicite au licite.

Après avoir passé en revue les différentes thèses théoriques sur les grèves et analysé le développement des approches méthodologiques, N. DJABI dresse un panorama des crises ouvrières en Algérie en les replaçant dans leur cadre politique et social. Mettant en perspective les relations existantes entre la forme prise par les grèves, de 1969 à 1986, et leur contenu, il conclut à la prédominance de l'aspect corporatiste sur l'aspect idéologique dans le déclenchement, le déroulement et la conclusion de ces mouvements. L'analyse morphologique des revendications survenues dans le secteur public algérien, pendant cette période, met en relief, tout en confirmant la nature

corporatiste, le rôle ambigu des organisations syndicales dans le déclenchement et la conduite des grèves.

Du milieu des années 1980 au début des années 1990, l'Algérie a connu des transformations profondes, aussi bien au plan économique, social que politique, qui n'ont pu être sans effet sur les mouvements ouvriers. Les événements d'octobre 1988, qui sont l'expression de la crise économique et de l'échec de l'«État providence», ont précipité les changements de contenu : les mouvements ouvriers prennent, alors, un tour plus idéologique et deviennent un instrument de revendication politique. Les organisations syndicales tentent, depuis, de se démarquer et d'affirmer leur autonomie d'action par rapport aux autres organisations de masse.

**BOUKOUS Ahmed. - Société, langues et cultures au Maroc. Enjeux symboliques.** - Rabat : Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1995. - 239 p., une carte dépl. h.t. - (Université Mohammed V. Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines - Rabat. Essais et études. 8)



S'inspirant des travaux de Pierre Bourdieu, Ahmed BOUKOUS propose une lecture du marché symbolique marocain en analysant, à partir d'études empiriques, l'utilisation des langues «arabes» standard, médian ou dialectal, *amazighe* (berbère), française, espagnole et anglaise.

Les langues apprises dans le cadre scolaire, l'arabe standard, mais également le français et l'anglais, seraient plus valorisées que les langues maternelles, progressivement dénigrées. Cependant, pour la majorité de la population qui ne parle que les langues vernaculaires, et même pour ceux qui maîtrisent les langues étrangères, le rapport à la langue maternelle demeurerait le fondement de la créativité et de l'équilibre individuel et collectif.

De manière générale, les attitudes à l'égard des langues doivent être comprises dans un cadre plus général où la problématique du rapport à la modernité et le choix entre le patrimonialisme et l'universalisme sont en jeu. Au Maroc, un va et vient constant s'opère entre des conceptions dualistes : traditionalisme et modernisme, rationalisme et spiritualisme, intérieur et extérieur. Si certains écrivains, comme Abdelkebir Khatibi, militent pour un espace interculturel, ce n'est pas sans s'exposer aux risques de domination par un autre, plus puissant. Les intellectuels peuvent se sentir mis à mal dans leur rapport aux langues occidentales, il n'en demeure pas moins que la majorité

de la population vit une situation similaire à l'égard de la culture de l'écriture en général.

A partir, notamment, de l'analyse de la place de la langue *amazighe*, et des expressions orales, le champ symbolique marocain apparaît stratifié et varié. Bien que l'on observe, aujourd'hui, quelques tentatives de normalisation de la langue *amazighe* et de l'arabe dialectal, les expressions périphériques sont menacées, ignorées ou folklorisées. Les Marocains vivent une situation contradictoire quant aux pratiques linguistiques et culturelles, mais cette situation ambivalente s'organise différemment si le locuteur est de la campagne ou de la ville, riche ou pauvre, de langue maternelle *amazighe* ou arabe. Dans cette situation de variété culturelle et de hiérarchisation sociale, seul l'intellect et la raison seraient à même de proposer des paradigmes nouveaux pour résoudre les contradictions existant entre les discours et les pratiques.

**CHRONIQUE DE TANGER, 1820-1830, JOURNAL DE BENDELAC** ; trad. par Jean-Louis MIEGE. - Rabat : Editions La Porte, 1995. - 569 p.



Abraham Bendelac, secrétaire drogman et consul intérimaire des Pays-Bas à Tanger, a rédigé, de 1821 à 1829, une chronique de la ville et de ses environs, conservée aux Archives d'Etat des Pays-Bas à La Haye. Ce document, traduit de l'espagnol et annoté par Jean-Louis MIEGE, porte témoignage sur une des décennies les plus obscures de l'histoire du Maroc du Nord, avant que la *petite cité consulaire* ne soit appelée à se transformer en *capitale diplomatique* et place financière du Maroc précolonial. Il constitue la *pièce maîtresse* d'une série archivistique couvrant la même période et comprenant, outre la correspondance consulaire et les archives marocaines, des relations de voyage (Cochelet 1820 - 1821, Graberg de Hemsoë, Thomas de Comyn 1822), des études (Beauclerk 1826, Rochette et Caraman, 1825-1826) et des descriptions (Washington 1829, Plügl 1830, A. de Custine 1831 et Delacroix 1832). Par ses origines tangeroises et ses fonctions, Bendelac possède une connaissance parfaite de la vie quotidienne et du monde diplomatique de son temps. Son *caractère scrupuleux* en fait un *minutieux comptable du quotidien*. Il décrit les conséquences de la peste de 1818-1820 à Tanger (où 25 à 30% de la population furent enlevés par l'épidémie), l'état psychologique et social de la population et des différentes communautés musulmane, juive et chrétienne, le rôle des huit consuls européens dans la mise en place d'un conseil sanitaire. L'importance stratégique, la puissance militaire y sont étudiées ainsi que l'organisation urbaine de Tanger, placée au 4ème rang des cinq ports marocains ouverts au négoce international. La diversité des autres

fonctions portuaires (relâche, escale, refuge, courrier, pèlerinage, course) permet à la ville de devenir *le centre de réception des nouvelles entre l'Europe et le Maroc proche ou profond*.

La portée historique du journal de Bendelac ne se limite pas à la région qu'il décrit. Il restitue les faits politiques et militaires de l'ensemble du Royaume et invite les chercheurs à reposer certaines questions centrales de l'historiographie marocaine : celles des modes d'exercice du pouvoir sultanien, de la nature de l'économie et des échanges inter-régionaux, de l'émergence du *pouvoir consulaire* et de l'ouverture du pays aux influences occidentales, par le biais des transformations sociales et économiques.

**RACHIK Abderrahmane. - Ville et pouvoirs au Maroc. - Casablanca : Afrique Orient, 1995. - 196 p.**



**V**ille et pouvoirs au Maroc présente le résultat d'une recherche sur l'évolution urbaine de Casablanca. Elle met en lumière les interventions multiples qui travaillent l'espace urbain, ainsi que les régulations de différente nature qui s'opèrent à l'échelle de la métropole. Face à des confrontations, parfois violentes, entre les acteurs présents sur la scène urbaine (institutions publiques et privées, délégations de l'Etat, aménageurs, élites économiques, associations d'habitants des différents quartiers...), la réorganisation de la ville contribue-t-elle à atténuer l'intensité des contradictions sociales inscrites dans l'espace ?

En étudiant les héritages coloniaux, l'auteur retrace les étapes historiques des enjeux urbanistiques et socio-politiques de Casablanca. Il revient, ainsi, sur les fondements idéologiques du projet urbain de Lyautey (1912-1925) et reconstruit les moments cruciaux du conflit entre ville et pouvoir central à l'époque de l'urbaniste Ecochard (1946-1953). Les questions plus contemporaines liées aux projets de rénovation du centre-ville sont abordées au regard de l'héritage encombrant de la médina et des espaces périphériques à haut risque (bidonvilles, cités de recasement).

Dans ce contexte, A. RACHIK s'interroge sur la spécificité marocaine ou maghrébine relative aux tensions sociales qui ont donné lieu aux émeutes urbaines des années 1980, en comparant ces faits avec les violences dont les banlieues des grandes villes européennes et américaines furent le théâtre, au début des années 1990.

La problématique urbaine ne se réduit plus à une simple crise quantitative du logement, mais plutôt à une crise urbaine qui met en jeu la ville dans son ensemble. Le questionnement sur les relations entre l'Etat et la ville oriente le discours sur l'enjeu politique des actions urbanistiques en acte. Dans cette perspective, et à partir du rôle des instruments de planification et des diverses institutions concernées (Agence Urbaine, Préfectures, Communes, organismes et associations), les fonctions de l'aménagement sont perçues en tant que moyens de contrôle socio-spatial et expression de la négociation entre Etat et pression sociale. La prise en compte et l'institutionnalisation de mouvements associatifs d'habitants apparaissent comme une voie opportune et nécessaire à la structuration de la mobilisation sociale et à la reconnaissance d'interlocuteurs face au pouvoir central.

**AL-JABRI Mohammed Abed. - Introduction à la critique de la raison arabe ; traduit de l'arabe et présenté par A. MAHFOUD et M. GEOFFROY. - Casablanca : Editions Le Fennec, 1995. - 172 p.**

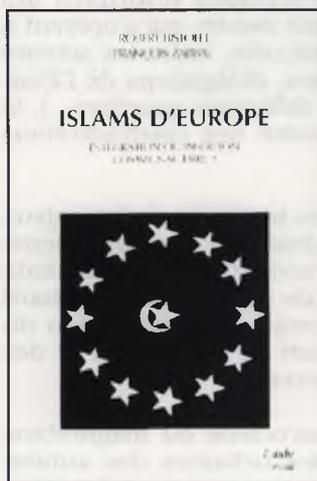


**A**fin de reformuler une épistémologie capable d'appréhender le rapport difficile entre la tradition (*turâth*) et le présent, cet ouvrage de M. A. AL-JABRI -comme le soulignent les traducteurs- invite la conscience arabe à acquérir les réflexes de l'objectivité dans la relecture critique de sa propre pensée. Le texte est établi à partir de la traduction de deux ouvrages qui constituent des jalons dans la riche production du philosophe marocain (Nahnu wa al-turâth. Qiraâ't mu'asira fî turâthina al-falsafi/Nous et la tradition. Lectures contemporaines de notre tradition philosophique, 1980 ; Al-Turâth wa al-hadâtha/ Tradition et modernité, 1991).

Dans ce qui constitue une critique du mode de production théorique de la pensée islamique, l'auteur porte un regard sévère sur des instruments conceptuels tels que l'analogie du connu à l'inconnu (*qiyâs al ghâ'ib 'alâ al-shâhid*). M. A. AL-JABRI prône la nécessité d'une rupture avec la compréhension de la tradition enfermée dans la tradition. Reprenant le débat complexe sur le rapport entre religion et philosophie, il parcourt les textes des principaux interprètes de la raison arabo-musulmane (de Kindi et Farabi à Avicennes, Ghazali et de Ibn Hazm à Averroes et Ibn Khaldun). Il reconstruit ainsi l'histoire d'une pensée en réagencant les différents projets culturels et idéologiques avec les ordres cognitifs qui les ont soutenus.

L'originalité de ce parcours est illustrée par trois conceptions majeures : la présence de trois ordres cognitifs qui sous-tendent la pensée arabo-islamique ; la résurgence d'une pensée rationnelle andalouse et maghrébine, par le biais de l'esprit averroïste qui aurait constitué une rupture épistémologique vis-à-vis de la pensée de l'Orient ; l'idée que l'évolution de la pensée arabe a été d'ordre éminemment idéologique (et non cognitif), ce qui aurait, parmi d'autres causes, éloigné le rationalisme averroïste de la Cité musulmane, qui allait se diffuser en Europe, fondant les bases de sa Renaissance. Aussi, selon M. A. AL-JABRI, la réappropriation de l'esprit averroïste, en tant que constituant de la personnalité et de la conscience historique arabo-musulmane, est la seule chance de ne plus lire... l'avenir dans le passé - ou le présent - des autres.

**ISLAM D'EUROPE. INTÉGRATION OU INSERTION COMMUNAUTAIRE ?** sous la dir. de Robert BISTOLFI et François ZABBAL ; préf. de Edgard PISANI. - Paris : Editions de l'Aube : Institut du Monde Arabe, 1995. - 382 p. - (Monde en cours)



Cet ouvrage collectif présente la diversité des débats nationaux sur la place des Musulmans au sein de l'Union européenne et tente de formuler un *modèle européen d'intégration*. La question n'est pas abordée sous l'angle des politiques gouvernementales à l'égard des flux migratoires, ni même de la gestion séparée des communautés étrangères : c'est *la gestion globale des sociétés*, au sein desquelles vivent des personnes et des familles étrangères, qui est au cœur des interrogations.

La résidence permanente d'importantes minorités musulmanes dans la plupart des pays d'Europe a fait évoluer les politiques d'accueil qui tendent à converger, malgré la dualité des modèles de sociétés. Alors que les *sociétés jacobines*, éprises d'unité, reconnaissent la pluralité, les *sociétés fédérales*, fondées davantage sur la reconnaissance de la diversité, se préoccupent davantage d'unité. Toutefois, ces deux logiques se cristallisent dès qu'il s'agit de différences religieuses. En effet, les peuples hétérogènes d'Europe occidentale qui n'ont jamais cessé de se métisser culturellement, trouvent, aujourd'hui, un *grand partage* dans la religion, amplifié par les crises politiques qui secouent les pays d'islam.

Seule solution raisonnable, l'intégration apparaît comme la plus difficile. Définie par référence à l'assimilation, qui n'est pas son objectif, et au communautarisme auquel elle veut porter remède, l'intégration revendique la pleine participation des citoyens-immigrés tant sur le plan civique que social et culturel, sans pour autant que soient

abandonnées les valeurs d'origine.

Pour la majorité de ces Musulmans, cependant, le problème se pose-t-il en ces termes ? Leur repli communautaire, linguistique ou religieux, résulterait globalement du type d'accueil qui leur est réservé. La marginalisation qui menace les sociétés européennes du fait de la crise entrave l'insertion des étrangers sur plusieurs plans : l'école où leurs enfants sont souvent en situation d'échec scolaire, le logement qui leur est accordé en rupture avec le tissu social, l'emploi qu'ils trouvent plus difficilement... Autant d'obstacles qui n'entamerait nullement la disponibilité des immigrés musulmans à adopter les règles de conduite de la société d'accueil.

**SAINT-BLANCAT Chantal. - L'Islam della diaspora.** - Roma : Edizioni Lavoro, 1995. - 169 p.



L'hypothèse centrale de ce travail est que parallèlement à la montée de l'intégrisme qui investit les sociétés d'origine, l'on observe, en Europe, la formation d'une nouvelle réalité sociale caractérisée à la fois par une rupture partielle, le maintien d'un certain lien avec la société d'origine mais également une restructuration et une recomposition socio-culturelles. L'approche sociologique adoptée ici se caractérise par le lien qu'elle établit entre croyances, pratiques, normes et conduites sociales. Elle se distingue des deux approches dominantes dans le champ de la recherche sur l'islam européen : celle qui étudie les incidences sociales, juridiques et politiques de la présence musulmane dans les pays d'accueil et celle qui lie les aspects juridiques et politiques aux institutions d'intégration dans chaque Etat.

L'émergence d'une *diaspora* musulmane en Europe est le défi qu'affrontent actuellement aussi bien les populations musulmanes désormais stabilisées en Europe que les sociétés qui les accueillent. Tel est le point de départ de l'analyse qui recourt à l'usage de la catégorie de *diaspora*. Empruntée à l'expérience paradigmatique hébraïque, l'idée de *diaspora* suppose une réinterprétation du lien communautaire. Elle est surtout tributaire de deux types d'autonomie puisqu'il s'agit de se distancier vis-à-vis de la société d'origine et de la société d'accueil. En fait, les Musulmans d'Europe proviennent de sociétés où l'islam n'est pas un référent strictement religieux mais constitue plutôt un patrimoine culturel et symbolique lié à des traditions familiales et à des formes de sociabilité. C'est pourquoi la réflexion a tout intérêt à se

focaliser sur les transformations du référent religieux et communautaire des Musulmans européens ainsi que sur l'évolution des mécanismes de reproduction des valeurs et des comportements normatifs des familles. On découvre alors comment les Musulmans d'Europe redessinent, *entre conflit et médiation*, les frontières de leur identité. Celle-ci se trouve tiraillée entre l'intégration par la participation et les conflits culturels. Les origines de ces conflits référent à trois éléments clés : la modernité, la laïcité et la différenciation normative. Ils ne sont toutefois pas antinomiques avec un certain mode de gestion des conflits permettant une redéfinition de la citoyenneté. C'est la présence du pluralisme qui pousse les deux sociétés - la musulmane d'Europe et l'européenne - à forger de nouvelles relations politiques. Celles-ci se basent, à partir de l'espace du droit et des valeurs, sur une régulation assurant l'intégration et la non-discrimination. C'est à ce niveau qu'apparaît le rôle majeur des femmes comme *acteurs-charnières* dans le changement.

En somme, la pertinence du concept de *diaspora* réside dans sa capacité à rendre compte des processus culturels de transition qui affectent l'islam européen dont l'avenir dépend de sa capacité à négocier les modèles d'appartenance au sein de sociétés structurées aujourd'hui par la *citoyenneté européenne*.

**ANNALES  
MAROCAINES  
D'ECONOMIE**

N° 11 - printemps  
1995

Dans un numéro largement consacré aux problèmes de financement de l'économie marocaine, D.EL MOUSTAOUJ propose de mesurer la part des échanges de services (qui ont connu une progression notable ces dernières années) dans le financement de la balance des paiements. N.BENACEUR accorde, lui, un intérêt tout particulier aux sources externes de financement (épargne des résidents marocains à l'étranger, investissements privés étrangers) et soutient que le coût dissuasif du crédit au Maroc rend impossible toute mobilisation importante de capital. A l'inverse, M.BOUSSETTA souligne le caractère pervers des emprunts extérieurs : contractés pour faire face aux déséquilibres financiers macro-économiques, ils n'ont fait que les aggraver. L'auteur préconise donc une mobilisation accrue de l'épargne publique et un financement majoritairement bancaire du déficit budgétaire.

Toutefois, il conviendrait de définir préalablement cet *agrégat stratégique* (A.BERRADA) qu'est le déficit budgétaire : les autorités financières marocaines en présentent une définition à la carte, cherchant par là-même à faire croire au succès de la politique de stabilisation engagée il y a plus d'une décennie.

A.BALENGHIEN insiste utilement sur la dimension micro-économique du financement de l'économie marocaine. Ainsi, il n'est guère surprenant que, dans un contexte de rationnement du crédit, les banques marocaines n'accordent qu'une attention très limitée aux petits entrepreneurs. Pourtant, le recours majoritaire par ces derniers à l'auto-financement (90% des entrepreneurs marocains ne font pas appel au crédit bancaire) démontre que, dans la réalité, une épargne non officielle importante existe et échappe au circuit bancaire.

Enfin, dans une autre perspective, L.JAIDI analyse l'impact probable pour le Maroc d'une future zone de libre-échange avec l'Union Européenne.

- ▲ Association des Economistes Marocains - Bd Moulay Slimane - Résidence Moulay Ismaïl, appt. 4, imm. B - Rabat - Maroc.

**REVUE  
DE LA FACULTE  
DES LETTRES  
BENI MELLAL**  
N° 1 - 1994

Cette nouvelle venue parmi les revues universitaires marocaines se fait largement l'écho des Journées d'études, organisées les 28 et 29 octobre 1993 par le Département de Langue et de Littérature Françaises, sur le thème *enseignement et théâtre*. Leur problématique générale tenait dans un *antagonisme apparent* : *l'enseignement du théâtre... fonde un discours théorique, épistémologique, sémiologique sur la littérature dramatique tandis que la pratique théâtrale justifie et actualise l'existence de ce texte par sa présentation scénique*. Tout en regrettant la crise qui frappe l'édition théâtrale, des intervenants ont prôné l'élaboration d'un compromis entre approche textuelle et représentation dramatique (M.PRUNER, A.FERTAH, S.REVEL, A.ALLOUCHE). D'autres articles mettent l'accent sur *diverses expériences de jeux... menées ou à mener en milieu scolaire et universitaire* (B-H.OUFRID, A.MASSAIA...).

Egalement au sommaire, des travaux de linguistique (B.OUSSIKOUM, Y.OUMERIE, J.KOUBALI, S.EL KOUTBA), ainsi que l'exposé, par J.VERRIER, d'un projet de recherche intitulé *systèmes scolaires et manières de lire*.

F.BENTOLILA fait un point rapide sur un *genre poétique peu connu* : *les énigmes berbères* qui lui semblent *d'un apport irremplaçable pour bien pénétrer cette culture*. Deux articles abordent, sous l'angle linguistique, le texte biblique (S.CHABAR) et la notion de conversation - *takhatub* - (T.ABDERRAHMANE) tandis que M.HADDIYA évoque les aspirations *des jeunes des centres urbains au Maroc*.

A signaler enfin, des contributions d'historiens sur la poésie et l'histoire marocaines (A.TAZI), les écrits politiques sous la dynastie mérinide (M.BEN CHERIFA), la situation de Rome et de Carthage avant les *Guerres Puniques* (A. EL AYOUBI), ainsi que le compte-rendu de plusieurs colloques.

- ▲ Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Béni Mellal - Ouled Hamdane - B.P. 70 - Béni Mellal - Maroc.

*Marseille et ses étrangers*

**REVUE  
EUROPEENNE DES  
MIGRATIONS  
INTERNATIONALES**  
Volume 11 - N° 1 -  
1995

En 50 ans, Marseille est devenue la plaque tournante de flux importants de marchandises à destination des villes d'Afrique. Pour les migrants, cette généralisation du commerce transfrontalier offre la possibilité d'accéder à la promotion sociale dans le pays d'origine (L.MISSAOUI).

C'est dans le quartier de Belsunce, lieu d'accueil traditionnel des diasporas méditerranéennes depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, que s'édifient ces réseaux commerciaux (A.TARRIUS). Le marché aux puces de Marseille offre, quant à lui, un terrain privilégié pour la recherche sur le *commerce ethnique* (M.PERALDI, N.FOUGHALI, N.SPINOSA). Parmi d'autres faits marquants, on peut retenir que :

- les immigrés originaires de la région du fleuve Sénégal, proches à la fois économiquement et culturellement des Maghrébins s'en distinguent par leurs activités commerciales (salons de coiffure, magasins de mode, restaurants communautaires, vente de produits vivriers africains... cf. D.KONE) ;

- la présence chinoise à Marseille se caractérise, par une tendance à la concentration sur un territoire défini. B.BAILLE note que de telles tentatives de regroupement sont évidentes dans deux quartiers au moins.

En toile de fond, la démographie de la ville se caractérise par une forte croissance de la population marseillaise jusqu'au début des années 70 et par l'amorce d'un déclin après 1980 (E.TEMIME).

En marge de ce dossier, on lira aussi des notes de recherches sur les thèmes suivants : *les cafetiers Maures entre 1914 et 1940, ressources linguistiques et gestion relationnelle dans la communauté chinoise de Paris, l'émigration turque en Europe de l'Ouest, les circuits et les besoins d'information sur les migrations méditerranéennes dans l'Union Européenne et la mobilité des Italiens en milieu rural au début du siècle*.

- ▲ INGRINTER - CNRS - Université de Poitiers - 95, avenue du Recteur Pineau - 86022 Poitiers.

**LES CAHIERS  
D'URBAMA**  
N° 11 - 1995

Les travaux menés sur les camps de réfugiés palestiniens de *Widhat* et *Jabal Hussein* à Amman par B. DESTREMAU, et sur le quartier de *Dâr-El-Salam* au Caire par M. KHAROUFI tentent de saisir les formes inédites de "production de la ville" que connaissent certaines métropoles. Comment, en effet, un "quartier", lorsqu'il est le produit d'une urbanisation aussi rapide que soudaine, s'édifie-t-il dans la ville, tant du point de vue de l'espace bâti et des infrastructures que des relations sociales et des représentations ?

Les *espaces-camps* d'Amman ne peuvent être considérés comme des éléments allogènes juxtaposés. Devenus des lieux de passage économiquement articulés à l'extérieur, ils sont contemporains et constitutifs de l'essor de la ville. Mais sur le plan foncier et administratif, le camp représente un *espace gelé*, hors des compétences de la municipalité. Ces contraintes perpétuent une certaine homogénéité sociale, la *mobilité socio-économique se traduisant en mobilité résidentielle* (sortie du camp). Les *barrières à l'entrée* ne relevant que de l'identité et des représentations, cette adéquation entre "structures objectives et subjectives" permet la reproduction des camps en tant que «lieu de mémoire», *marque, réelle et symbolique, de la dualité de l'identification territoriale des Palestiniens.*

Au Caire, loin de cette *harmonie incongrue*, le quartier de *Dâr-El-Salâm* illustre parfaitement l'*autonomie...du système urbain en marge de (l')Etat*. Le commerce «informel» des fruits et légumes y fleurit. Voie d'intégration des migrants du Sa'id, il repose sur des solidarités rurales, à la base d'un corporatisme marchand ancestral. Ce *système bien huilé* permet l'insertion mais pas l'ascension sociale, malgré un imaginaire soutenu par la trajectoire de grossistes chefs de clan. Poignante est la lucidité, au fil des entretiens, des "bénéficiaires" de ce *miracle égyptien* ...

- ▲ Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisation du Monde Arabe - 23, rue de la Loire - 37023 Tours Cedex - Fax 47 36 84 71.

**TERRAIN**  
N° 24 - mars 1995

*La fabrication des saints*

Aujourd'hui, pour l'ethnologue comme pour l'historien, le paradigme dominant ne consiste plus à analyser la façon dont les relations sociales sont structurées par la «sainteté» mais à comprendre les logiques sociales, les conflits entre groupes qui «font» les saints (G.CHARUTY). Dans cette optique, M.CATEDRA et C.Mc KEWITT montrent combien on ne saurait saisir la figure de Saint Segundo, patron de la ville d'Avila (Castille) hors du contexte des luttes politiques. De même, le culte rendu au *padre Pio* à Pietrelcina (sud de l'Italie) est l'objet de négociations conflictuelles entre groupes aux intérêts opposés.

La question demeure cependant, selon G.CHARUTY, du sens à donner aux représentations de longue durée à l'oeuvre dans la production des êtres saints, ce qui conduit à s'intéresser aux logiques rituelles. Par exemple, conjoncture politique et activité rituelle expliquent l'absence-présence des saints chez les Méo (Inde du nord) : *après avoir été défait...le culte des saints...peut être refait...il suffit que les circonstances politiques changent, mais il faut que le saint «manifeste» sa colère, son désir d'être propitié...*, écrit R.JAMOUS.

C.FABRE-VASSAS, quant à elle, montre, selon les mots de G.CHARUTY, comment le *travail rituel...opère le partage entre usage bénéfique ou maléfique d'une même force, toujours ambivalente, qui incarne, à sa manière, une pensée chrétienne de la féminité.*

Parmi d'autres contributions, les approches proposées par M.LAVABRE, E.BLANC et J-P.ALBERT, centrées sur les techniques utilisées dans la fabrication du saint montrent comment *l'écriture et l'image sanctifient*. Enfin on lira aussi des textes sur les médiateurs (vivants) de ces spécialistes de la médiation avec le ciel que sont les saints (morts) ou sur la sainteté féminine et sa dimension démoniaque (M.CARRIN, C.FABRE-VASSAS).

- ▲ CARNETS DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE - Mission du Patrimoine Ethnologique - 65, rue de Richelieu - 75002 Paris.

**SHU'UN AL-AWSAT  
(MIDDLE EAST  
AFFAIRS)**  
N° 40 - Avril 1995

L'Islam éveille en Occident peurs et curiosité, tandis que les milieux académiques et journalistiques s'interrogent de plus en plus sur la portée réelle des mouvements radicaux et des moyens éventuels de les contenir.

Deux articles relèvent l'ignorance occidentale et l'incapacité à trouver une solution politique au *défi musulman* (G.SALÂME), soulignant la nécessité d'une meilleure compréhension de courants qui ne représentent peut-être pas une menace réelle pour la sécurité nationale et internationale (P.MARR).

Contre la prédiction de S.HUNTINGTON sur l'inéluctabilité d'une confrontation entre Islam et Occident, D.PIPES soutient la thèse du conflit entre musulmans qui opposerait le modèle séculier incarné par la Turquie et le modèle "intégriste" iranien. L'auteur suggère de renforcer le premier modèle pour le rendre à même de concurrencer efficacement l'islamisme.

Dans ce contexte, l'intervention de la Turquie au nord de l'Iraq pour tenter de résoudre militairement la "question kurde" a suscité une prise de distance de la part de l'Europe malgré un souci de respecter la stratégie américaine dans la région (C.CANDAR); alors que l'union douanière entre la Turquie et l'Europe devient une réalité économique et politique (S.SALHA). L'Iraq est le grand perdant, qui offre désormais une «terre fertile» pour l'application des politiques régionales et internationales (S.MASHKOUR).

L'après-guerre froide a aussi entraîné des changements conséquents pour les pays du Golfe où des forces étrangères sont de plus en plus garantes de la stabilité (A.MARHOUN).

Enfin, autre élément important de la nouvelle donne régionale, la maîtrise du renseignement militaire fait l'objet d'une étude de I.MURTADA, à travers le cas des satellites espions israéliens, dont il tente d'évaluer la portée technologique, militaire et politique.

- ▲ Center for Strategic Studies Research and Documentation - P.O.B 5668/113 - Beyrouth - Liban.

**LES CAHIERS  
DES DEUX MERS  
Méditerranée - Mer Noire**  
N° 1 - avril 1995

*Sources et rivages*

Entre *Mare Nostrum* et *Pont-Euxin*, c'est à une sorte de *voyage textuel*, que nous convieront désormais chaque trimestre ces *cahiers*. En guise de première étape, les bonnes feuilles de la traduction par R.KHAWAM du grand historien musulman TABARÏ (839-923) nous apportent, sur la base de sources arabes, des éléments nouveaux et essentiels sur Jésus et le christianisme.

L'anthologie de la poésie arabe, publiée par le même R.KHAWAM, témoigne à la fois pour la modernité et le lien avec les sources anciennes. Comme le note E.NAULLEAU, il s'agit-là du *livre d'une vie*, celle de ce traducteur émérite qui clôt ainsi un demi-siècle de recherches sur la littérature arabe et livre le résultat de sa quête à ses lecteurs, avides d'esthétique.

Dans un texte d'*inactualité*, le poète libanais S.STEITE sonde le rapport des musulmans à la mer et à la terre tandis que l'écrivain-musicologue R.de ZAYAS restitue la valeur archétypale de l'oeuvre de ZIRYAB, l'inventeur de la musique arabo-andalouse, révélant sa portée indéniablement mythique.

Un premier dossier est consacré à l'écrivain russe A.GRINE, avec une nouvelle traduite par P.LEQUESNE qui livre en outre, dans un entretien, les motivations profondes qui l'ont conduit à s'intéresser à cet auteur presque inconnu.

Un autre dossier porte sur l'écrivain (et actuel ambassadeur d'Albanie en France) B.MUSTAJAJ, avec la présentation, sous forme de chroniques, de deux de ses livres, *un été sans retour* et *petite saga carcérale*.

▲ Institut Méditerranéen de la Communication - 17, rue du Faubourg Poissonnière - 75009 Paris.

**ACTES  
DE LA RECHERCHE  
EN SCIENCES  
SOCIALES**  
N° 106-107 - mars  
1995

*Histoire sociale des sciences sociales (1)*

Face à la concurrence des *professionnels de la production symbolique* (écrivains, hommes politiques, journalistes)...il faut lutter par tous les moyens pour accroître l'autonomie des champs scientifiques. Telle est la conviction de P.BOURDIEU qui entend dépasser les fausses oppositions structurelles (histoire/sociologie) ou conceptuelles qui ne font que traduire des oppositions venues tout droit de la société elle-même et nourrissent un *pan-sémiologisme*, un *fétichisme du texte* qui nie la science au profit du récit, et la livre, en dernière analyse, au politique. L'*histoire sociale des sciences sociales* constitue un instrument privilégié de cette *Realpolitik de la raison* que le sociologue appelle de ses vœux. M.ELIADE et L.DUMONT en font les frais, respectivement sous la plume de D.DUBUISSON et R.LARDINOIS, pour leur *apologie des hiérarchies et des "catégories naturelles"* qui les range parmi les *anti-durkheimiens de fait*, contrebandiers, au sein du champ scientifique, d'un *ésotérisme non-dépourvu de lien* avec la pensée de Ch.MAURRAS.

Préalable à la constitution d'une *science sociale unifiée*, le dialogue entre histoire et sociologie paraît déjà moins «impossible» en RFA qu'en France. En attestent les articles de C.LIPP, J.KOCKA, et un entretien de P.BOURDIEU avec L.RAPHAEL (qui peut se lire comme une réponse aux positions soutenues par J-Y.GRENIER dans ce numéro de *Correspondances*). Plus que jamais, c'est l'histoire sociale comparative (dont H.KAELBE analyse les tendances significatives en Europe), en ce qu'elle permet de tester l'universalité des concepts (voir le bilan historiographique de Ch.CHARLE sur les professions libérales), qui focalise l'attention. Mais pour que triomphe *la cause de la science*, il faut que la formation scientifique ouvre l'accès à la *maîtrise des acquis historiques du champ*, sans laquelle il n'y a pas d'avancée réelle possible, que le *modèle littéraire du créateur* cède au travail d'équipe et qu'au colloque "auberge espagnole", entre autres modes de communication scientifique, succède l'organisation rigoureuse, au niveau international, de la *libre concurrence entre pairs*...

▲ Editions du Seuil - Altek Data - 49, rue de la Vanne - 92126 Montrouge Cedex.

**ANNALES,  
Histoire, Sciences  
Sociales**  
N° 1 - janvier-février  
1995

Entre autres sujets, les *Annales* consacrent cette fois une large place à l'histoire du capitalisme américain. Une étude de F.WEIL montre ainsi ce que le développement industriel régional doit au dynamisme de l'investissement local, source de financement qui, en Nouvelle-Angleterre au début du XIXème siècle, semble précéder l'influence des milieux capitalistes bostoniens. Plus près de nous, P.NDIAYE suit le processus qui, entre 1930 et 1960, conduit l'entreprise *Du Pont de Nemours* de la production de masse (les textiles synthétiques) à un partenariat avec l'Etat dans le cadre du programme atomique militaire. Ces deux articles sont complétés par une série de comptes-rendus critiques d'ouvrages consacrés à l'histoire économique des Etats-Unis. Relevant encore de l'histoire économique, mais portant sur l'évolution du commerce maritime vénitien à la fin du XVème siècle, l'étude de B.DOUMERC et D.STOCKLY analyse le passage d'un système relativement ouvert et familial, à une forte concentration entre quelques grandes familles d'armateurs, transformation qui annonce un déclin marqué de Venise sur la scène méditerranéenne.

L'Espagne médiévale, étudiée par D.NIRENBERG et F.BELZER se révèle le lieu de relations complexes entre communautés chrétiennes, juives et musulmanes qui se manifestent en particulier lors des émeutes anti-juives de la *Semaine Sainte*. Celles-ci sont interprétées à la fois comme un rituel de renforcement identitaire, mais aussi comme une mise en scène de l'affrontement entre un pouvoir ecclésiastique qui soutient ouvertement les agresseurs, et l'autorité de la Couronne, protectrice traditionnelle des communautés juives.

On trouvera enfin une contribution de A.SALOMONI consacrée aux archives russes pendant la période communiste et une riche recension critique d'ouvrages sur le thème *inquisition, religion, sorcellerie*.

▲ Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - 54, Boulevard Raspail - 75006 Paris.

R A P P E L S

**26-27 mai CASABLANCA  
Communication  
institutionnelle et cultures :  
approche comparative  
Maroc-France.**

Colloque international  
co-organisé par la Faculté  
des Lettres et des Sciences  
Humaines-Ben M'Sik et  
l'Institut des Sciences de  
l'Information et de la  
Communication (ISIC) de  
l'Université Bordeaux III.  
Coordination : Université  
Hassan II-Mohammedia  
Faculté des Lettres et des  
Sciences Humaines  
Département de  
communication  
B.P. 7951  
Hay El Baraka Ben M'Sik,  
Sidi Othman, Casablanca  
Tél : (212-7) 70 50 96  
Fax: (212-7) 70 51 00

**1er juin TUNIS  
Education et formation  
professionnelle des femmes  
dans le Monde arabe  
et en Europe.**

Conférence internationale  
organisée par la Fondation  
Konrad Adenauer.  
Coordination : Fondation  
Konrad Adenauer  
40, bis avenue de la  
Démocratie,  
1040, El Menzah, Tunis  
Tél : 752 443  
Fax : 750 090

**2-3-4 juin TUNIS  
Le temps des femmes en  
Méditerranée : deuxième  
Forum des femmes de la  
Méditerranée.**

Réunion préparatoire à la  
Conférence de Pékin  
co-organisé par le Centre de  
Recherche, de Documentation  
et d'Information sur la  
Femme (CREDIF) et  
l'UNESCO.  
Coordination : CREDIF  
Avenue du Roi Abdelaziz  
Al Saoud  
Rue 7131, El Manar  
2092 Tunis  
Tél : 885 322  
Fax : 882 899

**6-7 juin RABAT  
Entrepreneurs et  
entreprises au Maghreb.**

Atelier de recherche  
co-organisé par l'Institut de  
Recherche sur le Maghreb  
Contemporain (IRMC) et le  
Groupe d'Etudes et de  
Recherches sur les  
Ressources Humaines  
(GERRH) de l'Association  
des Economistes Marocains  
(AEM).  
Coordination : IRMC  
1, rue Annaba  
Rabat  
Tél : 76 96 40  
Fax : 76 14 75

**10 juin RABAT  
Le commerce des hommes  
en société : les sciences  
sociales devant la question  
de l'accord et du désaccord.**

Séance du séminaire «Savoir  
économique et  
interdisciplinarité» co-  
organisé par le Groupement  
d'Etudes et de Recherches  
sur la Méditerranée (GERM)  
et l'Institut de Recherche sur  
le Maghreb Contemporain  
(IRMC).

Intervention :  
Laurent THEVENOT  
Coordination : IRMC  
1, rue d'Annaba  
Rabat  
Tél : 76 96 40  
Fax : 76 14 75

**12 juin RABAT  
Les espaces socio-culturels  
communautaires  
à Casablanca.**

Séance du séminaire  
"Terrains" organisé par  
l'Institut de Recherche  
sur le Maghreb  
Contemporain (IRMC).

Intervention :  
Raffaele CATTEDRA  
Coordination : IRMC  
1, rue d'Annaba - Rabat  
Tél : 76 96 40  
Fax : 76 14 75

**14 juin TUNIS  
La Planification du Grand  
Tunis.**

Séance du séminaire  
«Planification spatiale :  
Enjeux et Méthodes»,  
co-organisé par le  
Département d'Urbanisme de  
l'Institut Technologique d'Art,  
d'Architecture et  
d'Urbanisme de Tunis  
(ITAAUT) et l'Institut de  
Recherche sur le Maghreb  
Contemporain (IRMC).  
Intervention : Henda GAFSI  
Coordination : ITAAUT, route  
de l'Armée Nationale,  
1005 Tunis  
Tél : 564 928  
IRMC  
Tél : 796 722  
Fax : 797 376

**14 juin PARIS  
Le Maghreb à l'heure de  
l'économie de marché.**

Journée d'étude organisée par  
l'Institut Maghreb-Europe  
Coordination : Institut  
Maghreb-Europe  
Université de Paris 8  
2, rue de la Liberté, 93526  
Saint-Denis Cédex 02  
Tél : 49 40 68 65  
Fax : 49 40 68 67

**19-22 juin JOENSUU  
Nordic Middle-East  
Conference : Ethnic  
Encounter And Culture  
Change.**

Conférence organisée par la  
Nordic Society for Middle  
Eastern Studies.  
Coordination : Nordic Society  
for Middle Eastern Studies  
Nordisk selskap for  
Midtaustenforskning  
SMI, Parkv. 22A, N-5007  
Bergen, Norvège  
Fax : 47 5531 3845

**28-29-30 juin DUNKERQUE  
Les instruments du  
partenariat Europe-  
Maghreb-Méditerranée.**

Université d'été Europe-  
Maghreb-Méditerranée  
organisée par l'Institut de  
Formation Européen et de  
Coopération (IFEC), en  
partenariat avec le Club  
Europe-Maghreb, l'Institut  
Catholique des Arts et  
Métiers (ICAM) de Lille.  
Coordination :  
Hélène PERIGNY  
36, rue Thiers,  
59140 Dunkerque, France  
Tél : 28 63 71 87  
Fax : 28 63 71 69

**21-22-23 juillet BIZERTE  
Monde du travail et emploi :  
enjeux technologiques et  
mondialisation.**

Colloque organisé par  
l'Association Mohamed Ali de  
la Culture et du Travail.  
Coordination : Habib GUIZA  
Cité El Ons E3 Gabes  
Tél : 270 674  
Fax : 277 743

A N N O N C E S

**13-16 septembre PARIS  
Cultural and textual  
interpretation in  
international relations.**

Deuxième conférence  
internationale co-organisée  
par le Standing Group on  
International Relations et le  
European Consortium for  
Political Research.  
Coordination  
Chairman A. J. R. GROOM  
Rutherford College  
University of Kent  
Canterbury  
Kent CT2 7 NX  
Royaume-Uni

**29-30 septembre/1er octobre  
BERKELEY**

**Algeria - Multiple Narrations.**  
Conférence co-organisée par  
l'University of California  
(Berkeley) et le Center for  
French Cultural Studies,  
International and Area  
Studies.  
Coordination : U.C. Berkeley  
94720 Berkeley, CA, Etat-Unis.

**12-15 octobre MALTE**  
**The Euro-Mediterranean Area.**

Journées d'étude organisées par le Mediterranean Crans Montana Forum de Malte.  
Coordination :  
Jean-Paul CARTERON  
Fondation du Forum universale  
3, cours de Rive, CH-1204 Genève  
Tél : 310 93 95  
Fax : 310 99 05

**19-20 octobre RABAT**  
**Région et développement économique.**

Colloque co-organisé par le Centre d'Economie Régionale de l'Université Aix-Marseille III et le Ministère de l'Incitation Economique du Maroc.  
Coordination :  
G.BENHAYOUN et M.CATIN  
Centre d'Economie Régionale  
15-19 allée Claude Forbin  
13627 AIX-EN-PROVENCE-Cedex I  
Tél : 42 21 60 11  
Fax : 42 23 08 94

**APPELS À CONTRIBUTION**

**7-9 juillet PERPIGNAN**  
**L'islamisation, réel et imaginaire.**

Réunion annuelle de l'Association Française pour l'Etude du Monde Arabe et Musulman  
Coordination :  
Faculté de Droit et des Sciences Economiques  
52, avenue de Villeneuve  
66860 Perpignan Cédex (France)

**19-20 octobre TOURS**  
**La Mauritanie.**

Journées d'Etudes organisées par le Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisation du Monde Arabe (URBAMA).  
Coordination :  
URBAMA  
Université de Tours  
23, rue de la Loire  
37001 Tours Cédex  
Tél : 47 36 84 69  
Fax : 47 36 84 71

**26-29 octobre TORONTO**  
**La traversée du français dans une Tunisie plurielle.**

Colloque organisé par le Département d'Etudes Françaises de l'Université York.  
Coordination :  
Hédi BOURAOUI,  
Yvette BENAYOUN-SZMIDT,  
Najib REDOUANE  
Département d'Etudes Françaises, Faculty of Arts, Université York, 4700 Kelle Street (Ross N 723), Downsview, Ont., Canada M3J 1P3  
Tél : (416) 736 5086  
Fax : (416) 736 5734

**27-29 octobre UPPSALA**  
**Historical and cultural relations between Maghreb and the outside world.**

Conférence co-organisée par le Scandinavian Institute of African Studies et la Nordic Society for Middle Eastern Studies.  
Coordination :  
Lennart WOHLGEMUTH  
Scandinavian Institute of African Studies  
P.O. Box 1703, S-751 47 Uppsala, Suède  
Tél : 46 18 15 54 80  
Fax : 46 18 69 56 29

**20-21 novembre TUNIS**  
**La promotion de la jeune fille rurale en Afrique.**

Colloque international organisé par le Centre d'Etudes, de Recherches et de Documentation en matière de Jeunesse, d'Enfance et de Sport (CERDOJES) avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert.  
Coordination : CERDOJES  
7, rue Tahar Hadded, 1008 Tunis  
Tél : 331 922  
Fax : 330 501

**21-23 novembre RABAT**  
**Les modèles numériques de l'ingénieur.**

Cinquième Colloque maghrébin organisé par l'Ecole Mohammadia d'Ingénieurs de Rabat, avec le concours de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis et l'Université des Sciences et de la Technologie d'Alger.  
Coordination :  
T. BOUNAHMIDI  
Ecole Mohammadia d'Ingénieurs  
B.P. 765 Agdal-Rabat

**23-25 novembre TUNIS**  
**Relations et échanges euro-méditerranéens : de la coopération au partenariat.**

Séminaire international organisé par le Centre d'Etudes, de Recherches et de Publications (CERP).  
Coordination :  
Mahmoud HASSEN  
CERP  
B.P. 255  
1080 Tunis  
Tél : 518 914  
Fax : 511 677

**4-5 décembre TUNIS**  
**Confluences culturelles en Méditerranée.**

Colloque international organisé par la Faculté des Sciences Sociales et Humaines de Tunis.  
Propositions de communications avant le 15 octobre 1995.  
Coordination :  
Jamil CHAKER  
Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis  
94, bd. du 9 avril 1938  
1008 Tunis  
Tél : 567 551

**6-7 décembre OUJDA**  
**Emigration, Espace et Investissement.**

Rencontre internationale organisée par le Centre d'Etudes sur les Mouvements Migratoires Maghrébins (CEMMM) de l'Université Mohammed 1er d'Oujda.  
Coordination : CEMMM  
Rectorat de l'Université Mohammed 1er  
B.P. 524 Oujda, Maroc  
Tél : 74 47 83/74 47 85  
Fax : 74 47 79

**14-15-16 décembre TUNIS**  
**La Tunisie du Nord : espace de relations.**

Colloque de géographie organisé par le Département de Géographie de la Faculté des Lettres La Manouba.  
Coordination :  
Abdelkrim SALEM  
Faculté des Lettres La Manouba  
Département de Géographie La Manouba 2010 Tunis  
Tél : 521 189  
Fax : 520 910

**SEMINAIRE** **Savoir économique et interdisciplinarité**  
**ANNUEL DE**  
**RECHERCHE**

Rabat  
IRMC-GERM

**Troisième séance** **JEAN-YVES GRENIER**

20 mai 1995

**L'histoire économique : un terrain de rencontre entre recherche historique et recherche économique ?**

La recherche d'un compromis d'ordre épistémologique, conceptuel et méthodologique entre l'histoire et l'économie, dont l'objectif serait de construire une discipline nouvelle et commune, apparaît difficile. «Mariage impossible» entre deux traditions disciplinaires : celle des historiens, l'«histoire économique», et celle des économistes, l'«économie historique» dont les difficultés de définition démontrent toutes les ambiguïtés quant à sa légitimité.

La genèse de la réflexion remonte au XVIII<sup>ème</sup> siècle et procède de deux cheminements divergents, d'ordre conceptuel (a-temporel : la théorie néoclassique nie l'histoire et considère l'éternité des lois) ou historique (importance du temporel). L'ouvrage d'Adam SMITH sur la recherche des causes de la richesse des nations offre une première synthèse de ce débat. Dans une deuxième étape, l'école historique allemande remet en cause le mythe selon lequel l'économie peut se faire sans l'histoire (SCHUMPETER, 1983). Mais c'est à l'intérieur de la discipline économique que se jouera cette confrontation des méthodes (MENGER, 1883), à l'aube d'une période caractérisée par l'émergence de «règles» dans les sciences sociales naissantes.

La réflexion sur des thèmes comme le local ou le temporel et la confrontation des méthodes passent par trois générations de penseurs pour aboutir à Max WEBER (exclu «pour causes internes» de l'école économique et «classé» dans le courant de la sociologie, discipline à la recherche d'une légitimité contre l'histoire, savoir dominant de l'époque). C'est dans les années 30 que l'histoire économique devient un champ autonome de la discipline historique (voir *Les Annales*). Sur le front de l'économie vont apparaître, parmi d'autres courants, les théories de la *New Economic History* (NEH) américaine. Leurs hypothèses «contrefactuelles», fondées sur les faits empiriques, entraîneront une réaction négative de la part des historiens économiques.

Récemment, les relations entre l'économie et l'histoire ont fait l'objet de plusieurs publications (PARKER, 1986 *Revue Economique*, n° spécial, mars 1991) ; la part des articles théoriques en économie y est élevée. Une étude de R. BOYER, parue dans *Les Annales ESC*, 1989/6 «Economie et histoire, vers de nouvelles alliances ?», synthétise ces rapports à la lumière de six types de relations :

1. *adjacente* (juxtaposition des deux disciplines, voir par exemple RICARDO)
2. *recouvrement* (l'histoire économique au moment du lancement des *Annales*)
3. *dépendance* (*New Economic History*)
4. *trans-spécificité* (concepts développés par les économistes et repris par les sciences sociales)
5. *trans-causalité* (modèle marxiste)
6. *symbiotique* (approche en terme de régulation)

Ces essais de classification montrent que la rencontre disciplinaire peut s'effectuer, mais au détriment de la notion de «temps», notion qui fonde l'histoire : créer du temps historique à partir du temps mécanique relève quasiment de l'impossible.

Les réponses à la question centrale du débat font émerger deux tendances : l'une, négative, nierait les possibilités de «terrains de rencontre», en raison d'un repli disciplinaire de l'histoire ou d'une démarche vers l'«anthropologisation» de l'analyse économique (LEVI, 1989) ; l'autre inviterait à espérer, en travaillant sur des approches autres que la théorie standard, comme celles de l'école de la «régulation» (BOYER) ou de la *New Economic History*. Ainsi, l'idée d'une discipline unique devrait plutôt laisser place à une multiplication des approches.

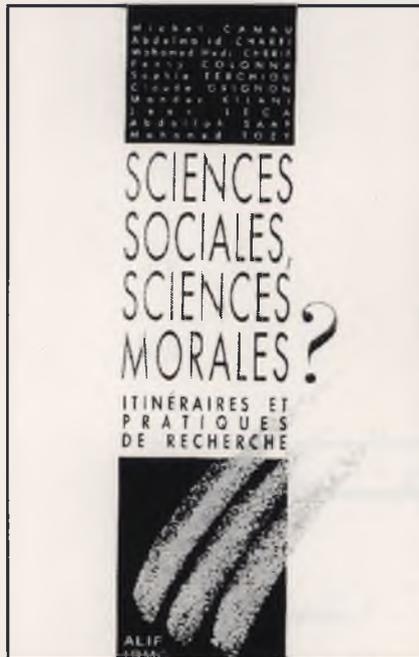
(notes de séance)

PUBLICATIONS

SCIENCES SOCIALES, SCIENCES MORALES ?

Collection *Recherches sur le Maghreb Contemporain*  
éditée par l'IRMC et Alif. Les Editions de la Méditerranée

Le premier volume de cette collection est issu du séminaire annuel de recherche *Savoirs en usage, Savoirs en partage*, organisé conjointement, à Carthage, entre novembre 1992 et mai 1993, par l'Académie Tunisienne *Beit al Hikma* et l'IRMC.



**L**a production du savoir pourrait sembler relever d'une entreprise morale, celle de sujets distingués par leur engagement dans une sorte de sacerdoce de la vérité.

L'assujettissement à la vérité ne serait-il donc que l'apparence d'un dispositif de domination ?

Sans adhérer nécessairement à cette dénonciation «post-moderne», la critique de la science a mis en avant la nécessité d'interroger le sujet du savoir sur la base des principes qui fondent sa propre pratique. Tour à tour sujet et objet, le savant lui-même se trouverait ainsi soumis au mode de production du savoir, autrement dit à la formulation d'énigmes.

Dès lors que l'on récuse les absolus de vérité et d'objectivation du scientisme, force est de considérer les scientifiques comme relevant de l'espèce commune et d'examiner comment, malgré ce, leur activité produit du savoir.

**D**ans cet esprit, des chercheurs de sciences sociales ont été conviés à s'exprimer en tant que sujets du savoir.

Anthropologues, historiens, politologues et sociologues, maghrébins et non maghrébins, familiers ou non de la recherche appliquée au Maghreb, se sont relayés pour expliciter les questionnements inhérents à leurs pratiques professionnelles.

Ils ont, de la sorte, balisé des enjeux de la production du savoir dans ses différentes dimensions (théories et concepts, objets de recherche, sites et modes d'observation, supports d'expression et de communication). Mais, plus encore, ils en ont diversifié les illustrations à partir de leurs propres différences de disciplines d'appartenance et de trajectoires individuelles.

**L**a définition de soi et la part du récit dans les sciences sociales et historiques constituent les principaux éléments de réflexion sur les pratiques de recherche qui tissent la trame commune aux différentes contributions ici réunies.

Abordés suivant des angles d'approche pluriels, ils s'ordonnent suivant quatre dominantes : *problématiques de l'authenticité, la représentation comme programme de vérité, portée et limites du regard, les figures de l'expert et du philosophe.*

**Ont contribué à cet ouvrage :**

Michel CAMAU, Abdelmajid CHARFI, Mohamed-Hédi CHERIF, Fanny COLONNA, Sophie FERCHIOU, Claude GRIGNON, Monder KILANI, Jean LECA, Abdallah SAAF, Mohamed TOZY.

Sortie en librairie en juillet 1995.

L'Académie Tunisienne *Beit al Hikma* en assurera l'édition en langue arabe.

**Documentation**

L'IRMC vient d'élaborer la liste 1994 des nouvelles acquisitions en langue arabe de sa bibliothèque de Tunis.

Ce document est mis à la disposition des lecteurs.

---

# S O M M A I R E

POSITIONS DE RECHERCHE	3
<b>Histoire et sociologie . Le dialogue (presque) impossible</b> Jean-Yves GRENIER	
RECHERCHES EN COURS	10
<b>Dynamique Population-Environnement (DYPEN)</b> Laurent AUCLAIR et Frédéric SANDRON	
VIENT DE PARAITRE	17
REVUES	21
CALENDRIER SCIENTIFIQUE	24
ACTIVITES DE L'IRMC	26

---

## المحتويات

3	مواقف بحث : التاريخ وعلم الاجتماع دوار (شبه) مستحيل جون إيف قروني
10	بحوث بصدد الإنجاز : ديناميكية السكان والمحيط أورون أوكالار و فرديريك سندرون
17	آخر مصادر
21	المجلات
24	البرنامج العلمية
26	أنشطة معهد البحوث المغربية المعاصرة

---